

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

Première partie : PRESENTATION DES OUTILS ET DU TERRAIN

1. Cadre théorique
2. Monographie du terrain

Deuxième partie : RESULTATS DE RECHERCHE

1. Considérations préalables
2. Présentation de données

Troisième partie : ANALYSES ET INTERPRETATIONS

1. Solidarité et participation des acteurs locaux
2. Aspirations locales et conception des projets communaux
3. Suggestions personnelles

CONCLUSION

Bibliographie

Webographie

Table de matières

Annexes

Résumé

INTRODUCTION GENERALE

Généralités

En étudiant la réalité liée au développement rural, la sociologie tend à avancer une explication plus ou moins satisfaisante. Dès le lendemain de l'indépendance de l'île, elle s'est déjà orientée à la réflexion sur le dualisme entre les structures traditionnelles et les structures modernes. Cela a suscité plusieurs types de recherche sur la tradition et la modernité.

Actuellement, le développement rural est devenu un des domaines d'investigations de la sociologie surtout dans les pays en développement comme Madagascar. Ce processus de développement peut être interprété différemment par le biais d'une étude sociologique.

La recherche sur le développement rural doit se fixer pour objectif la résolution des problèmes du monde rural, afin de promouvoir un décollage rassurant. Certains chercheurs, à l'exemple des économistes, avancent comme solution, la maîtrise de l'économie agricole pour s'assurer de ce décollage. Mais notre analyse va se porter sur la nécessité d'une organisation partagée entre les acteurs locaux. Ces acteurs du développement rural sont parfois découragés par l'inefficacité apparente de leurs efforts face à l'ampleur des mutations en cours.

Il est tout à fait possible de faire l'analyse sous l'angle de facteur, mais on a de plus en plus utilisé le concept d'acteur pour se rendre compte du phénomène de changement ou de développement. Ces acteurs sont des personnes qui agissent rationnellement pour favoriser le changement souhaité. On a deux types d'acteurs, d'une part, les acteurs endogènes, qui sont les personnes totalement ancrées dans la société à transformer et d'autre part, les acteurs exogènes ou les personnes en dehors de la société mais qui participent au fonctionnement et à la promotion de cette même société.

Dans le présent mémoire, nous allons parler de l'état de développement d'une Commune Rurale et surtout le dynamisme organisationnel des acteurs concernés dans le processus.

Motifs du choix du thème et du terrain

A Madagascar, le développement d'une commune rurale dépend largement de sa propre organisation. Et vu la non effectivité de l'application de la politique nationale de décentralisation, les communes rurales sont obligées d'adopter d'autres formes de développement. Elles s'évertuent à s'auto-développer. Pour se faire, elles adoptent une organisation interne permettant à toutes leurs forces vives de prendre part aux réalisations des

initiatives. Cette organisation interne est caractérisée par la participation des acteurs locaux, ce que nous appelons les forces vives. Ainsi, nous avons choisi le thème : **DEVELOPPEMENT ET PARTICIPATION LOCALE**

En ce qui concerne le choix du terrain, la Commune Rurale d'Ambohibao sud est une des petites communes, tant sur le plan géographique que sur le plan démographique. Elle est aussi parmi les communes nouvellement créées au sein du district de Manjakandriana. C'est donc une jeune commune. Ce sont les raisons qui nous ont poussées à choisir ce terrain. Il faut noter dès maintenant que cette étude de cas va nous permettre de tirer une conclusion globale et applicable dans d'autres localités semblables. On estime alors que le choix du terrain est judicieux.

Problématique

Parlant maintenant de la problématique, il s'agit de la question centrale que l'on va essayer de résoudre tout au long de la recherche : Peut-on envisager d'aboutir à un développement communal par le biais uniquement d'une organisation interne favorisant la participation des acteurs locaux ?

Hypothèses

Pour pouvoir répondre à cette problématique, on a proposé les hypothèses suivantes :

- Premièrement, la consultation et la planification des projets communaux dépendent de la contribution de différents acteurs locaux ;
- Deuxièmement, ces acteurs prennent part à la réalisation des projets locaux et
- Enfin, la participation et l'initiative locale permettent à cette localité d'avoir un auto-développement et une maîtrise locale.

Objectifs

- **Objectif global**

Comme dans toute recherche scientifique, le chercheur doit se fixer un objectif global pour cadrer sa recherche. En effet, dans le présent mémoire, l'analyse approfondie de ce thème consiste à **étudier le processus de développement d'une Commune Rurale.**

- Objectifs spécifiques

Pour atteindre cet objectif global, la recherche doit se focaliser sur les objectifs spécifiques suivants :

- Déterminer la participation des acteurs locaux ;
- Mesurer les apports que doivent fournir ces acteurs pour développer leur localité.

Méthodologie

- Techniques

Pour pouvoir mener notre recherche dans le respect de la scientificité, on a utilisé scrupuleusement des techniques appropriées à une approche sociologique.

-Technique d'échantillonnage

Le nombre des enquêtés a été fixé à 40 individus. La technique d'échantillonnage aléatoire simple (probabiliste) donne à chaque individu une chance d'être sélectionné. Cette technique a pour but d'obtenir des échantillons représentatifs de la société qu'on va étudier.

-Technique vivante

Les outils de recherche et de collecte de données qu'on a mis à notre disposition tout au long du stage comprennent :

Le sondage d'opinion : c'est un procédé consistant à mesurer les opinions des enquêtés représentatifs dans une population donnée. Les données ainsi recueillies fournissent des informations qui peuvent servir de base de données pertinente à la recherche.

Le questionnaire : c'est un formulaire de questions préétablies par le chercheur. Les différentes questions tournent autour du sujet étudié. Pour que le questionnaire soit efficace, il doit être testé avant l'opération auprès des échantillons autres que les véritables cibles.

L'entretien semi-directif : c'est une démarche consistant à communiquer oralement et échanger des idées avec des individus qui se distinguent de leurs semblables par leur personnalité ou par leur place influente au sein de la société. Cette technique nous permet de recueillir des données importantes sur les réalités de la société étudiée. Pour ce faire, un guide d'entretien a été élaboré par l'étudiant pour lui permettre de mieux s'intervenir avec les personnes concernées.

-Technique documentaire

La Commune d'Ambohibao Sud ainsi que les établissements publics et privés qui la constituent nous ont fourni des documents pour la mise en œuvre de ce mémoire. Par exemple, le PCD, les archives communaux... et les rapports de stages effectués par d'autres étudiants ultérieurement.

■ Méthode

Toute recherche sociologique demande une application de diverses théories élaborées par des auteurs antécédents. Dans le présent mémoire, on fait appel à deux grandes pistes de réflexions fournies par TALCOTT PARSON et GUY ROCHER dont : le fonctionnalisme et la théorie de changement social.

En effet, ces deux théories sociologiques vont nous permettre d'expliquer et d'analyser le processus de développement dans cette Commune Rurale choisie.

Limites de la recherche

Force nous est de souligner que cette recherche a des limites. Deux points importants ne sont pas complètement cernés malgré nos tentatives. Il s'agit des problèmes liés au système de caste et au conflit religieux qui existent et influent fortement le processus participatif au sein de cette Commune étudiée. Ces deux points restent encore un sujet à débattre et méritent effectivement une investigation plus audacieuse.

Plan

Le travail qu'on va présenter comprend trois parties distinctes :

- La première partie intitulée « présentation des outils et du terrain »,
- La deuxième partie ayant pour titre « résultats de recherche »
- Et enfin, la troisième partie portera sur « les analyses et les interprétations »

Première partie : Présentation des outils et du terrain

Partie I : PRESENTATION DES OUTILS ET DU TERRAIN

Cette partie comprend deux chapitres qui évoquent le cadre théorique et la monographie du terrain.

1. LE CADRE THEORIQUE :

Comme dans d'autres sciences, la sociologie a sa propre méthode et ses propres outils de recherche pour cerner son objectif. Cette spécificité méthodologique est la base de son fondement ainsi que de son développement à travers l'histoire en tant que science autonome et spécifique. Sa méthode implique plusieurs dimensions. Il importe en premier lieu de voir et d'expliquer l'idée de ce qu'est «*la recherche sociale* ». Il s'agit de comprendre la signification des phénomènes et des conduites sociales. Cela va nous permettre de prévoir les solutions appropriées aux problèmes identifiés. Tout au long de la recherche, la discussion est centrée sur les contributions des acteurs concernés au développement de sa localité.

Il convient ainsi de définir les termes :

- Développement rural.
- Participation locale.

1-Définitions des concepts :

1-1.Le développement rural

Pour Kate Young, « *le développement est un processus complexe impliquant l'amélioration sociale, économique, politique et culturelle.... des individus et de la société elle-même.* »

Le développement rural n'est qu'une partie du développement global. Pourtant, ce terme qui paraît assez simple renferme un sens complexe. Il nous révèle des conceptions nouvelles de la réalité sociale. En général, c'est le basculement d'une société traditionnelle vers une société moderne.

Pour les économistes, il s'agit du passage de l'étape d'auto subsistance locale à l'étape de l'économie de marché où les paysans peuvent vendre leurs surplus de produits et réaliser ses propres épargnes et investissements.

1-2.La participation locale

La politique de la décentralisation prévoit le transfert du pouvoir et de compétence opéré par l'Etat vers les collectivités territoriales décentralisées afin que ces dernières puissent réaliser leur autonomie financière et administrative. Ce transfert de compétence, primordial pour les collectivités décentralisées est également bénéfique pour l'Etat central. Les services publics sont décentralisés et l'administration efficace sera proche de la population. Nous appelons cela : l'administration de proximité.

Il arrive que des sociétés rurales aient assez de marge d'autonomie pour se séparer de la politique centralisée qu'elles jugent trop rigide. Cela est dénommé : l'émergence locale, caractérisé par une démarche endogène en termes de développement socio-économique et culturel.

Dans bon nombre de communes rurales, des groupes d'acteurs issus de leur force vive respective prennent conscience de la dégradation des situations qui y prévalent. Dans plusieurs cas, ces groupes parviennent à analyser méthodiquement leur mal-développement ainsi que ses causes. Ils trouvent dans leurs propres ressources et leurs cultures des réponses appropriées pour mener à bien la vie sociétale. C'est ce que nous appelons : « la participation locale ».

2- Les techniques d'enquêtes :

2-1.La documentation

La préparation documentaire nous a donné des aperçus et des pistes de réflexions puisés à travers des ouvrages et d'autres sources d'information.

Elle nous fournit des connaissances préalables sur ce que nous voulons chercher et expliquer par le biais de la recherche.

2-2.L'observation participante

L'observation participante est devenue pour les sociologues contemporains une technique indispensable à toute recherche sociologique.

C'est en quelque sorte une manière de voir et de prévoir les réalités sociales. Cette technique nous permet effectivement d'éviter les informations trompeuses durant les enquêtes.

2-3.Le questionnaire

La technique d'échantillonnage est une pratique quasi obligatoire dans tous travaux de recherche sociologique.

Il s'agit d'une série de questions préparées à l'avance visant à regrouper les opinions des personnes vivant dans la société étudiée. En effet, dans la présente étude, le nombre d'échantillons est limité à 40 personnes tirées au hasard.

2-4.Les entretiens

Il s'agit d'entretiens semi-directifs effectués auprès de personnes statuées et concernées par la recherche, choisies au sein de la société elle-même. Cette technique nous permet d'expliquer le phénomène étudié.

3- Orientation de la recherche :

La plupart des recherches en sciences sociales stipulent que le processus de développement s'accompagne toujours de changement social.

Théoriquement, il existe une relation entre développement et changement au niveau d'une société. Par définition, selon Guy Rocher in introduction à la sociologie générale, « *Un changement social est toutes transformations observables dans le temps, qui affecte d'une manière qui ne soit pas que provisoire et éphémère la structure et le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité* ».

La théorie de changement est aussi inséparable à la notion d'acteur social ou d'acteur de changement social. Cela nous réaffirme l'idée de ce que nous appelons « acteur de développement ». Selon la présente étude, les dirigeants locaux, la population locale, les « *zanaka am-piezana* » ou natifs en dispersion et les compradores locaux font tous parties de ce groupe d'acteurs.

Pour pouvoir cerner cette implication théorique entre « développement » et « changement », il faut connaître la fonction de chaque partie prenante au processus. On fait appel alors à Talcot Parsons à travers sa théorie fonctionnaliste.

Il est aussi important d'évoquer la notion de « comportement de passager clandestin » de Marcus Olson. Cette notion va nous permettre d'expliquer les anomalies organisationnelles au niveau des prises d'initiatives et des participations locales dans la réalisation des projets communaux.

2. MONOGRAPHIE DU TERRAIN :

1- Situation administrative :

a- Situation géographique :

La commune rurale d'Ambohibao Sud se trouve dans le district de Manjakandriana, Région d'Analambana. Le Chef-lieu de la commune est à 40km de la capitale Antananarivo et à 48km du chef-lieu de district de Manjakandriana.

Elle est délimitée au Nord par la commune rurale d'Ankazonadady, à l'ouest par la commune rurale d'Ambohitrolomahitsy. La rivière Mananara et la RN3 délimitent la commune de sa voisine à l'Est, à savoir la commune d'Ambohitrony. Et c'est au sud d'elle que se situent la commune mère, Ambatomena et celle d'Ampaneva.

Elle s'étend sur une superficie de 34km² avec une longueur de 7km du nord au sud et une largeur de 4km d'ouest en est. Elle compte 7 fokontany qui sont :

- FKT Ankazotokana (7km²)
- FKT Ambatovikinina (6,4km²)
- FKT Moramena (2,8km²)
- FKT Atsimonanosy (3km²)
- FKT Ambohitra (7,8km²)
- FKT Ambohibao (3,5 km²)
- FKT Antanimenakely (3,5 km²)

b- Historique :

1-Dans sa version orale et traditionnelle :

Vers le 17^{ème} siècle, trois frères et sœurs habitaient à Anjanakaviro (Ambohitrabiby) à savoir ANDRIANDORIA, ANDRIAMANEFO et Dame RAVOROMANGA. Leur descendance s'est multipliée et celle de l'aîné ANDRIANDORIA s'est dispersée vers le Nord à Fonohasina-Mamoriarivo jusqu'en deçà du fleuve Mananara et avait pour capitale le village « d'Ambohibao Sud ».

Vers le 19^{ème} siècle, les habitants d'Ambohibao Sud se sont convertis au christianisme et ont érigé le temple « *Ambohibao Ziona Mananara* » en témoignage de leur foi à cette époque.

Les habitants d'Ambohibao Sud sont des migrants. Beaucoup d'entre eux sont devenus des marchands ambulants évoluant dans toute l'île.

2-Dans sa version administrative et officielle :

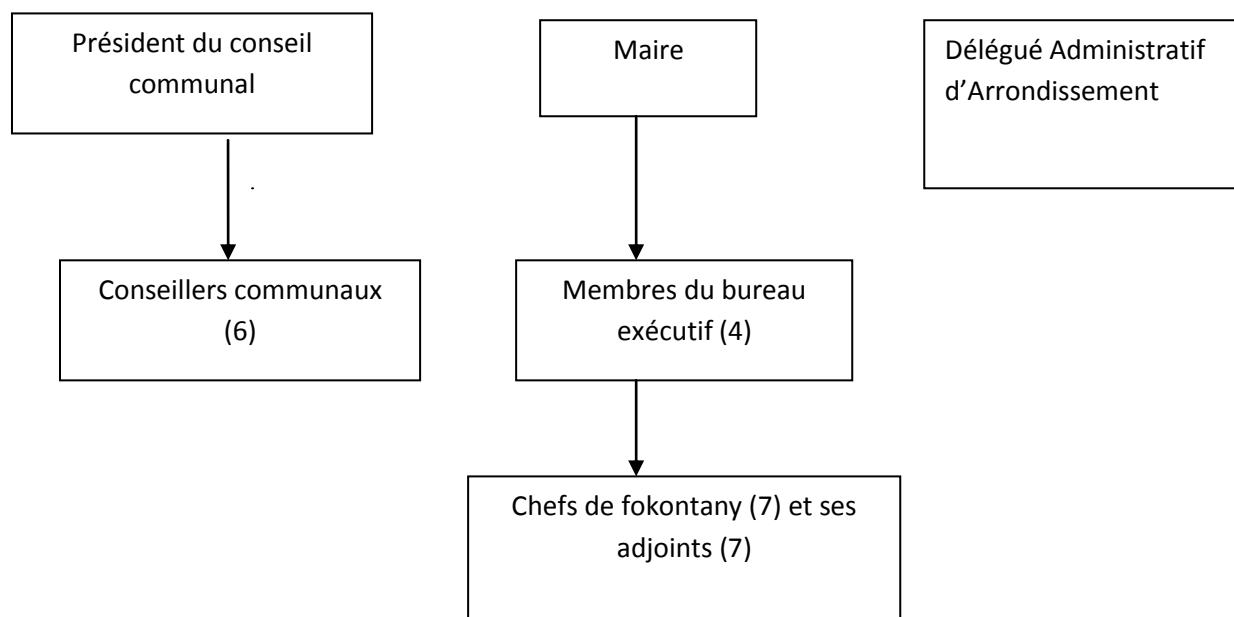
Ambohibao Sud est une Commune nouvellement créée. Les 7 fokontany constituant la commune rurale d'Ambohibao Sud étaient rattachés à la commune rurale d'Ambatomena avant les élections communales de 2003. A l'issue de l'élection de son premier maire, la commune fût constituée et s'est séparée d'Ambatomena. Néanmoins, elle est encore rattachée à l'arrondissement administratif de cette commune mère.

c- Administratif:

Conseil communal

Bureau exécutif

Représentation de l'Etat



Les membres du bureau exécutif, sous la direction du Maire, ont pour rôles et attributions de s'occuper de :

- ✓ Etat civil
 - ✓ Budget et ordre public
 - ✓ Responsable du développement de la commune
 - ✓ Supervision
 - ✓ Affaires sociales et culturelles
 - ✓ Relations publiques
 - ✓ Gestion des catastrophes naturelles
 - ✓ Suivi des Associations
 - ✓ Gestion du patrimoine
 - ✓ Gestion des Projets, infrastructures publiques et de l'Environnement

- ✓ Affaires économiques (marché, taxes et impôts)
- ✓ Assainissement et voirie
- ✓ Gestion du personnel

Les services techniques implantés dans la commune sont : les services de l'administration générale, des eaux et forêts, de l'enseignement, de l'agriculture et celui de la santé de base (CSB II).

2- Les ressources de la commune :

a- Ressources humaines :

1-Répartition par âge et par sexe

Tableau 1 : Répartition par âge, par sexe et par fokontany des habitants de la commune

FOKONTANY	Sexe	0-5ans	6-10ans	11-17ans	18-60ans	60ans et +	TOTAL
Ankazotokana	H	60	19	37	115	21	252
	F	65	21	43	118	28	275
Ambohitra	H	28	30	50	103	16	227
	F	34	29	47	105	11	226
Ambatovikinina	H	54	55	69	173	43	394
	F	60	67	84	167	27	405
Ambohibao sud	H	54	23	53	120	5	255
	F	44	22	43	96	5	210
Moramena	H	23	22	36	73	5	159
	F	27	21	55	88	13	204
Antanimenakely	H	18	19	31	85	15	168
	F	15	28	39	94	17	193
Atsimonanosy	H	25	16	25	63	9	138
	F	28	17	27	60	11	143
TOTAL		535	389	639	1460	223	3 249

Source : PCD (2006)

La répartition par sexe montre que les femmes sont sensiblement plus nombreuses que les hommes (50,8% contre 49,2%). Et on note une forte présence d'enfants et de jeunes parmi la population d'Ambohibao Sud (57% d'enfants et d'adolescents contre 47% d'adultes). La majorité de la population est jeune, cet indice caractérise les pays sous-développés.

La population croît assez rapidement : 198 naissances ont été enregistrées en 2005 contre le nombre de décès enregistré qui n'a pas excédé la centaine. Soit une augmentation de près de 100 personnes par an par voie de naissance.

2-Répartition spatiale

Tableau 2 : La répartition spatiale des habitants

Fokontany	Hameau	Nombre de toits	effectifs	Superficie en km ²	Hab. /km ²
Ankazotokana	Ankazotokana	102	527	7	75
	Mandrosoa				
Ambohitra	Ambatomanga	65	453	7,8	58
	Ankeramafy				
	Ambohitra				
Ambatovikinina	Ambohimanandray	130	799	6,4	125
	Ambatovikinina				
	Ambatonandriana				
	Ambohidempona				
Ambohibao sud	Ambohibao sud	84	465	3,5	133
Moramena	Moramena ambondrona	73	363	2,8	130
Antanimenakely	Antanimenakely	81	361	3,5	103
	Antananambony				
	Ambohitrinimanga				
Atsimonanosy	Ambaniatsimo	41	281	3	93,5
	Atsimonanosy cité				
TOTAL		576	3 249	34	95,5

Source : PCD (2006)

Les concentrations d'habitants, quant à elles sont localisées dans le Chef lieu de la commune et dans les chefs-lieux de fokontany.

La densité globale de la commune est donc de l'ordre de 95,5 hab./km². Pour comparer celle du District de Manjakandriana est de 125 hab. / km².

D'après le tableau ci-dessus, on peut voir que c'est toujours le Chef lieu de la commune Ambohibao, traversé par la route nationale RN3 qui enregistre la plus forte densité de population (Ambohibao Sud : 133hab/km²). On constate aussi que les habitants émigrent de plus en plus vers la ville laissant une minorité au village. L'émigration est plus importante par rapport à l'immigration. (Ce sont les hommes âgés et les enfants qui composent la majorité des habitants)

b-Ressources naturelles :

1-Le climat :

Située dans la zone intertropicale, la commune rurale d'Ambohibao Sud présente les caractéristiques suivantes :

- La saison chaude et pluvieuse se déroule entre Novembre et Avril avec une température moyenne de 24,5°.
- La période fraîche se déroule entre Mai et Octobre avec une température moyenne de 14° C. La brume, le brouillard et le crachin persistent en cette saison.

2-L'occupation du sol :

Presque les 2/3 de sa superficie est couverts de forets et de savanes herbeuses (*bozaka*). On constate que l'espace n'est pas assez maîtrisé, cela s'explique par la dominance excessive de la forêt. Les mosaïques de cultures occupent également une partie importante de sa superficie. La plupart des habitants sont des cultivateurs et des petits éleveurs. Cela explique l'existence des différents types de cultures telles que la riziculture, la culture du manioc, patate douce, maïs, igname et autres céréales et légumes. Malheureusement, ces cultures vivrières demeurent extensives et seulement destinées à la satisfaction des besoins alimentaires de la famille. Force est de constater que ces exploitants n'arrivent pas à exploiter toute leur terre car ils ont toujours l'habitude de n'utiliser que les moyens rudimentaires et traditionnels. Ils n'adoptent pas encore le moyen modern, ni la nouvelle technologie dans le domaine de production. Les infrastructures dont dispose l'agriculture sont : un centre de rizerie qui est également un point de vente de produits agricoles. Les diverses formes d'occupation du sol figurent dans le tableau ci-après.

Tableau 3°: La superficie des sols occupés

Les formes d'occupation du sol	Superficie	
	En Ha	en %
Surfaces bâties	150	4,4
Rizières	800	23,5
Cultures maraîchères	400	11,8
Reboisement (eucalyptus)	2 035	59,9
Forêt naturelle	10	0,3
Savane et terrains vagues et zones inondables	5	0,1
TOTAL	3 400	100

Source : PCD (2006)

c- Ressources des activités économiques :

1-L'agriculture :

La surface non boisée, qui est environ à 1/3 de la superficie totale, est utilisée pour la culture rizicole et/ou maraîchère (manioc, patate, pomme de terre ...).

La culture du riz se fait en deux saisons : l'une en juin (le vary aloha) et l'autre en août (le vary vakiambiaty) de chaque année pour des récoltes situées entre 7 à 10 mois après le semis. La totalité de la récolte est autoconsommée.

Quelques agriculteurs commencent à pratiquer la technique moderne pour améliorer leur productivité malgré la cherté des engrains, des pesticides, des machines et d'autres outils. Il faut avouer que ces prix ne sont pas, pour la plupart, à leur portée.

Les plantations sont en permanence menacées par la grêle et les pluies et torrentielles alors que les petits planteurs n'ont pas encore accès à l'assurance.

2-Les associations paysannes :

Tableau 4°: Les associations paysannes

Dénomination	Ancienneté	Siège
TARATRA	5	Ambohitra
TAMBAZOTRA ANOSY	1	Atsimonanasy
FIAVOTANA	4	Ambondrona
AMI	4	Atsimonanasy
AINA	4	Ambohibao
FIRAISSANKKINA	4	Ambodinambondrona
HTMA	4	Moramena
VEHIVAVY MIVOATRA	1	Ambohibao
AINGA	1	Ambohibao
FIVEMPIMANJA	1	Ambohibao

Source : PCD (2006)

Les associations ou groupements cités ci-dessus ont pour objectif de promouvoir l'agriculture et l'élevage en vue de l'amélioration des revenus de leurs membres. On constate facilement que ces structures d'encadrement se concentrent surtout dans le pôle de développement, proche de la route nationale (RN3). Le fokontany d'Ambobibao Sud compte 4 associations paysannes tandis que le fokontany qui est éloigné de ce chef-lieu n'en qu'une seule ; c'est le cas du fokontany d'Ambohitra. Ces associations paysannes occupent un rôle très important dans le processus de développement de la commune.

3-L'élevage :

Des bœufs de trait sont utilisés pour les travaux des champs. Toutefois, un marché de bovidés est nouvellement installé au chef-lieu de la commune.

L'élevage porcin et l'aviculture sont pratiqués de façon traditionnelle. Une moindre partie des produits de l'élevage est vendue sur la place du marché ou en dehors de la commune.

On rencontre aussi dans certains fokontany, l'apiculture, activité nouvellement introduite par les éleveurs, mais les produits sont encore de petite quantité et destinés à la consommation familiale.

4-La pêche :

Le nombre insuffisant de cours d'eau dans la commune ne permet pas de rentabiliser les activités de pêche à la ligne, ni au filet. La pisciculture peut être considérée comme une activité génératrice de revenu mais par la non maîtrise de la technique, elle ne figure pas encore parmi les activités très pratiquées.

5-L'industrie, l'artisanat et les transformations :

Un atelier de bois ainsi qu'une rizerie existent et fonctionnent dans la commune. Mais jusqu'ici, leur production est destinée à la consommation locale.

S'agissant de l'artisanat, la principale activité est le tissage de nappes de table, de drap de lit et de couverture appelé aussi « *lambamena* ». Les 70 familles qui vivent de cette activité parviennent chacune à gagner mensuellement près de 64 000Ar, selon leur dire.

Avec l'initiative économique de la Région, des sensibilisations et des formations ont été organisées dans tout le District de Manjakandriana pour promouvoir la production de tout genre. Les activités visées ont été : l'élevage de la soie, l'apiculture et la riziculture intensive. Deux animateurs villageois par fokontany ont été instaurés.

6-Le commerce :

Plusieurs familles d'Ambohibao Sud se sont consacrées au commerce ambulant. Elles se sont installées dans les communes voisines et même dans des Régions lointaines pour vendre des produits divers. Elles ne reviennent dans leur village natal qu'après cinq à six mois à compter de leur date de départ.

Le mercredi a été consacré comme le jour de marché local hebdomadaire, au chef-lieu de la commune. A ce nouveau marché, les paysans vendent leurs petits produits : charbon de bois, bois de chauffage, des volailles et aussi, entre autre, des légumes. Ils s'y approvisionnent également des produits de première nécessité. Déjà, nous avons parlé du marché de bovidés qui vient d'y être créé.

d- Ressources socioculturelles :

1-L'éducation :

Tableau 5° : La répartition des établissements scolaires de la commune

	Primaire	Secondaire du premier cycle (CEG)	Secondaire du second cycle
Etablissement scolaire	3 EPP (Ankazotokana, Ambohitra et Ambohibao)	01 CEG Ambohibao	1 Lycée Ambohibao
	2 EPC (Ambohitra)		
Effectif des enseignants	8 pour les 3 EPP (public)	5 professeurs encadrés et 3 bénévoles ou maîtres FRAM	1 Enseignant titulaire et 7 maîtres FRAM
	1 pour l'EPC		
	1 pour l'EPC et 6 pour l'EPP : FRAM		
Effectif des élèves	EPP Ankazotokana /102	CEG Ambohibao : 151	36
	EPP Ambohitra /132		
	EPC Ambohitra/40		
	EPP Ambohibao/310		

Source : Investigation personnelle. Mai 2011.

D'après le tableau, il y a 4 écoles primaires (EPP) seulement pour les 7 fokontany de la commune : trois sont publiques et une est privée. La seule en bon état est celle située dans le chef-lieu de la commune (Ambohibao). Les enfants qui ne disposent pas d'école dans leur village se déplacent à pied sur une distance de 2 à 5 km environ. Très peu d'enfants de moins de 12 ans sont non scolarisés. Ils représentent moins de 4% de l'effectif total.

Concernant le personnel, parmi les 14 instituteurs, 1 exerce dans le privé et 13 dans le public. Le salaire de 7 d'entre eux est supporté par le FRAM ou maîtres-FRAM (l'association des parents d'élèves ou *Fikambanan 'ny Ray Amandrenin 'ny Mpianatra*).

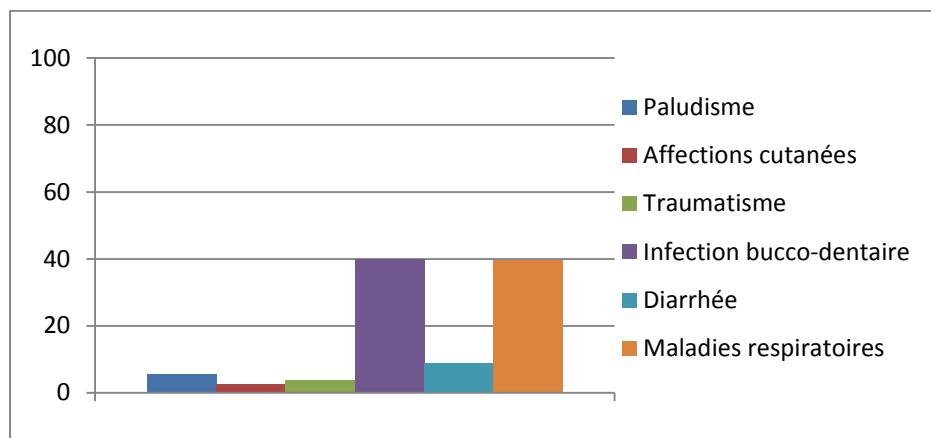
2-La santé :

Un seul centre de santé (CSB II) avec un médecin, un infirmier diplômé d'Etat et un dispensateur est disponible pour les 3 249 habitants.

Nous allons voir les différentes catégories de maladie qui sévissent dans la commune.

- Paludisme : 5,5%
- Affections cutanées : 2,6%
- Traumatisme : 3,6%
- Infection bucco-dentaire : 40%
- Diarrhée : 8,7%
- Maladies respiratoires : 39,6%

Les différentes maladies dans la commune



Source : Médecin du CSB II d'Ambohibao Sud (2006)

Le centre de santé de base niveau 2 (CSB II) est équipé de :

- réfrigérateur pour les vaccins
- outils de vaccination
- lits
- boîte d'accouchement
- synthèse de formation
- tables de consultation et des matériels de mesure (pèse personne, tensiomètre, ...)

Au vu de tel dispositif, la population estime être mal encadrée en matière de suivi médical. Le recours à la médecine traditionnelle est la solution pour les villages

relativement éloignés des centres médicaux. Les guérisseurs et accoucheurs traditionnels sont nombreux. Ils exercent dans le cadre non formel.

On dénombre toutefois 2 sites SEECALELINE qui existent depuis 5 ans dans le fokontany Antsimonanosy et Ambohibao Sud. Le projet SEECALELINE (surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière d'alimentation et de nutrition élargie) se fixe comme principal objectif d'améliorer l'état nutritionnel des enfants et des familles vulnérables en leur permettant un accès à une nourriture salubre et nutritive.

3-Les sports et loisirs :

Deux terrains de football plus au moins aménagés sont situés à Mandrosoa et à Ambohibao Sud, un troisième mais en très mauvais état existe à Moramena. Heureusement, le « *Hira Gasy* » (ou chanson traditionnelle malgache) subsiste encore dans la commune et reste une valeur culturelle malgache conservée.

Le passe temps favori pour les hommes reste le jeu de domino, le jeu de Fanorona et le combat de coq.

4-Les religions :

Concernant la religion, les gens de la commune rurale d'Ambohibao s'attachent beaucoup plus aux valeurs spirituelles. Cet attachement est favorisé par l'action des missionnaires et les gens qui participent à l'évangélisation à l'exemple des « *Zanaka am-pielezana* ».

La répartition des établissements spirituels dans la commune se présente comme suit :

- Eglise catholique (Ambohitra)
- Eglise protestante « *FJKM* » (Ambohibao Sud)
- FPVM et l'association dite *FIFOHAZANA MANOLOTRONY*

5- Les us et coutumes :

Le « *Famadihana* » (exhumation des morts) et le culte ancestral continuent à être pratiqués et plus particulièrement dans le village d'Ankazotokana.

La circoncision est une pratique coutumièrre tenue lors de la saison fraîche, c'est-à-dire entre le mois de juin et le mois d'août. Actuellement, il y a une campagne de circoncision en masse gratuite à chaque saison (circoncision à l'américaine).

Lorsque la saison arrive, les membres de familles abandonnent pendant quelques jours leur activité pour s'adonner entièrement à ces réjouissances traditionnelles. Une bonne partie de leur épargne est aussi investie pour honorer ces cérémonies.

e- Les infrastructures :

1-Infrastructures de base

En général, l'état des écoles primaires publiques est mauvais. Par contre, les bâtiments du CSB II (centre de santé de base niveau II) et de la Mairie sont plus récents.

Quatre chefs-lieux de Fokontany sur 7 sont dotés d'adduction d'eau potable. L'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) fixe en 2015 à 53,8% le pourcentage de la population devant avoir accès à l'eau potable. Pour les autres fokontany, les foyers utilisaient encore les puits traditionnels pour s'approvisionner en eau.

Concernant le réseau routier, les Fokontany et les villages sont difficilement accessibles en période de pluie vu que les pistes inter- communes sont en terre battue. L'état des pistes affecte l'approvisionnement et l'évacuation des produits.

2 -Le transport et le déplacement

Mis à part les défaillances des pistes inter- villages, la commune d'Ambohibao Sud a le privilège d'être traversée par une route goudronnée, la RN3. Egalement, une Route d'Intérêt Provinciale (RIP) la relie aux communes d'Ambatomena et d'Ambohitseheno.

Des « *taxis-brousses* » relient le chef-lieu de la commune aux chefs-lieux des communes environnantes. On dénombre 3 coopératives de transport qui sont : la SOTRATE, la KOFILA et la coopérative MANITRA.

Le transport à dos d'homme est encore pratiqué (recouru par plus de 90% de la population) ; la bicyclette est utilisée par 3% de la population et la charrette par les 5%. Ce sont les moyens de déplacement et de transport à l'intérieur de la commune. Les camions servent pour le transport des bois de chauffe et du charbon de bois à destination de la capitale Antananarivo.

3 -La télécommunication

Des réseaux de communication GSM se font capter sur les points culminants sur lesquels sont érigés des antennes de communication. La commune rurale bénéficie ainsi des réseaux de télécommunication gérés par les opérateurs : Airtel, Telma et Orange. Cette possibilité de se raccorder au réseau téléphonique permet à la population locale de communiquer aisément avec l'extérieur.

Les ondes télévisions sont perçues dans les fokontany, mais seuls quelques foyers sont pourvus de poste téléviseur.

S'agissant des courriers postaux, un agent venant de la poste d'Ambatomena confie les courriers aux chefs fokontany qui se chargent ensuite de les distribuer aux familles.

4-Les services d'utilité collective

L'électrification constitue un des éléments-clés qui favorise le développement d'une localité. Dans la commune, seul le chef-lieu de la commune et les fokontany d'Ambatovikinina et Moramena sont desservis par le réseau électrique du JIRAMA.

Pour les autres fokontany encore non électrifiés, les ménages s'éclairent à l'aide de lampes à pétrole ou de bougie.

L'accès à l'eau potable dans la commune est limité car il n'y a que 3 bornes fontaines qui fournissent de l'eau potable mais certains habitants possèdent des puits qui les ravitaillent.

Ce premier chapitre du devoir nous a permis de connaître le terrain où notre étude va s'effectuer. Nous allons par la suite aborder les résultats de la recherche.

Deuxième partie : Résultats de recherche

Partie II : RESULTATS DE RECHERCHE

Cette partie comporte toutes les informations que nous avons pu recueillir sur terrain pendant les 25 jours d'enquête au niveau de la Commune Rurale d'Ambohibao sud.

Ces informations sont les résultats des interviews et des enquêtes menées auprès de 40 personnes tirées au hasard. Ces produits obtenus nous ont permis de cerner les réalités sociales que l'on veut décrire.

Les entités interviewées sont composées de personnes susceptibles de fournir des éléments explicatifs grâce à leur fonction, à leur connaissance ainsi qu'à leur attribution directe au processus de développement local. Plus précisément, ce sont les responsables locaux, au niveau de la commune, des Fokontany, des villages et des hameaux. Parmi ces acteurs locaux figurent également les dirigeants d'églises existantes, les responsables au sein du CDC ou comité de développement communal et aussi les membres actifs des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs de la localité mais vivant ailleurs : dans d'autres régions, provinces et même d'autres pays.

1. CONSIDERATIONS PREALABLES :

1-Elaboration du Plan communal de développement :

La commune est l'institution de base qui identifie la plupart des projets entrant dans l'intérêt général de la société. Elle doit réaliser les projets priorisés dans son plan de développement d'année en année.

L'élaboration du PCD est effectuée avec la participation effective de toutes les couches de la population et également avec l'appui d'autres entités extérieures que nous appelons les acteurs exogènes.

Il est important de noter que le développement du pays dépend en premier lieu, du développement de toutes les communes et de toutes les régions. Par conséquent, l'Etat doit sensibiliser, motiver et appuyer les communes surtout celles des milieux ruraux qui sont majoritaires mais aussi les moins compétents dans la conception et l'élaboration de leur plan de développement respectif.

a- Les parties prenantes

Des techniciens de l'Administration Générale de l'Etat et d'organismes privés partenaires pourraient aider les responsables des communes à élaborer leur PCD en travaux d'atelier. Parmi ces organismes privés, nous pouvons citer les techniciens de bureau d'études et d'autres consultants et conseillers technico-juridiques.

Ces travaux d'atelier pourraient être financés par des organismes paraétatiques comme le FID ou fonds d'intervention pour le développement. De même, des ONG, des associations ou entre autre, des Ambassades de pays amis de Madagascar pourraient jouer ce rôle de partenaire.

b- Les objectifs et utilités

Le plan communal de développement bien conçu et bien finalisé est un outil de travail primordial pour le maire et tous les responsables dirigeants de la commune.

Ce document doit renfermer la formulation claire de tous les objectifs de développement visés dans un délai prédéfini selon la taille du projet et selon la vision adoptée. Il doit également indiquer tous les axes stratégiques priorisés et les actions à mener en faisant apparaître les estimations de coût.

Ce document technique pourrait aider les autorités locales dans toutes leurs démarches en vue de demander de l'aide ou de collaboration auprès des ministères et d'autres bailleurs de fonds abordables.

c- L'implication de la masse

Dans l'élaboration du PCD ou plan communal de développement, tous les habitants des hameaux, des villages et des fokontany composants la commune apportent leurs idées. La collecte et la synthèse de ces idées et désidératas émis par toutes les couches de la population permettent d'identifier tous les projets à inscrire et à prioriser dans le plan selon la vision et les objectifs à atteindre.

Ainsi, nous pouvons noter que le rôle du maire, des responsables de la commune, des techniciens ministériels et d'organismes extérieurs est limité à la formulation des idées, à la mise en forme et à la finalisation de la rédaction du document.

Ainsi, le PCD conçu et élaboré doit refléter les idées et les souhaits de toute la force vive de la commune. C'est ce que nous appelons « diagnostic participatif ».

En principe, le développement de la commune est alors l'affaire de toute la population sans exception. Cette force vive est en même temps, source du plan de développement et actrice principale à la réalisation des projets et également propriétaire-bénéficiaire et gardienne des acquis collectifs.

En effet, toute la force vive de la commune avec tous ses composants : les femmes, les hommes, les jeunes, les notables, les fonctionnaires, les religieux ... sont appelés et attendus à participer d'une manière active aux travaux en atelier ou atelier de diagnostic consacrés à l'élaboration du PCD.

d- La volonté politique

La volonté politique des dirigeants locaux est une des conditions de réussite du développement participatif dans une localité.

La réalisation effective de tous les projets inscrits et priorisés dans le plan devraient être menés et soutenus par l'ensemble de toute la population. Cet engagement volontaire de la part de toute la force vive serait possible du fait que toutes les actions à mener ne sont ni imposés ni parachutés de l'extérieur. Toutes les activités seraient nées des désidératas provenant de la population elle-même. Pour parvenir à la réalisation d'une manière positive du développement planifié dans le PCD, le maire, les conseillers communaux et leurs

collaborateurs n'auront donc plus qu'à faire montre de leur bonne volonté et de la bonne gouvernance, conditions garantes de la réussite.

2- Les priorisations et axes stratégiques :

Chaque commune fixe des priorités dans leur PCD. Voici un tableau montrant les détails concernant les priorisations au niveau de la commune rurale d'Ambohibao Sud.

a- Les idées de projets communaux

Tableau 6 : Idées de projets communaux :

Projets avancés	Coûts estimatifs (million d'Ariary)	Source de financement (million d'Ariary)	
		Bailleurs	Fonds propres
1- Extension du CEG en trois nouvelles salles	20 100	18 90	02 10
2- Electrification de quatre fokontany	30	27	03
3- Instauration d'un poste vétérinaire	50	47	03
4- Réhabilitation du CSB II			
5- Construction d'une bibliothèque au niveau du chef-lieu de la commune.	100	90	10
6- Construction d'un terrain de foot adéquat dans le chef-lieu de la commune	20	18	02
7- Construction d'un « <i>tranopokonolona</i> » (complexe de loisir, salle de fête et lieu d'échange)	60	57	03

Source : PCD 2009-2010

Avec un taux de recouvrement fiscal assez faible (45 à 50%), la commune ne bénéficie annuellement que d'une faible recette. Selon le document budgétaire de la commune pour l'année 2009, les recettes réalisées provenant des impôts, des recettes fiscales et non fiscales ne totalisent que de 7.970.000 Ar. Alors que pour une année d'exercice, seules les

charges du personnel s'élèvent à 8.936.000 Ar. Ce n'est donc que grâce à la subvention de l'Etat, à l'appui des partenaires extérieurs comme les natifs en dispersion et d'autres acteurs locaux que la commune parvient à faire face à ses charges. Chaque année, ces partenaires organisent une journée de collecte de fonds destinée spécialement à l'appui financier de la commune pour la réalisation de projets prioritaires ciblés.

Ainsi, renforcée par ces appuis, la commune a pu réaliser quelques projets pendant l'année d'exercice 2010-2011.

b- Les projets et réalisations (2010 à 2012)

Les conseillers et le comité de développement de la commune d'Ambohibao sud ont planifié et programmé la réalisation des projets suivants :

- Deux bâtiments à deux salles de classes pour le CEG (réalisés)
- Un bâtiment à deux salles destiné pour la bibliothèque et le laboratoire (à réaliser)
- Finition, installation des meubles, sono et décoration du palais communal (en cours)
- Réhabilitation du domaine sanitaire et logement du personnel (réalisée)
- Remise en fonction de l'éclairage du CSB II (réalisée)
- Construction de quatre ponts inter-fokontany :
 - Ampitanomby (réalisée)
 - Entre Ankazotokana et Mandrosoa (réalisée)
 - Entre Ambatovikinina et Mandrosoa (en cours)
 - Ambohitra (en cours FDL 2011)
- Terrain de sport (réalisé à 50%)
- Centre d'apprentissage pour les femmes et les jeunes filles : confection de draps, couvre-lits, dossier de fauteuil, tissage de « *lambamena* » et de châpes (à réaliser)

c- Les axes stratégiques

Pour l'opérationnalisation de la structure de gestion des affaires publiques et de la structure de l'administration communale, les autorités locales, avec l'appui du comité de développement communal ont mis des axes stratégiques liés aux problèmes et aux solutions avancées.

Tableau 7 : Axes stratégiques de la commune :

PROBLEMES	SOLUTIONS
<p>1- Administrés non satisfaits des services du fait de la vétusté ou de l'inexistence des infrastructures</p> <p>2- Insécurité et insuffisance de moyens pour protéger la population et ses biens personnels</p> <p>3- Règlementation entre population</p> <p>4- Défaut d'infrastructure d'accueil des visiteurs et de touristes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des bureaux pour les 7 fokontany • Réhabiliter le bureau de la commune • Instaurer un poste avancé de gendarmerie dans le chef-lieu de la commune • Instauration de « <i>Dina</i> » ou charte dans chaque fokontany • Construire un gîte d'étape géré par la commune

Source : Document communal

d- La vision communale du futur :

« Ambohibao, commune verte, instruite, unie, autosuffisante et entreprenante ».

Traduction en Malagasy:

« *Ambohibao, kaominina maintso, manam-pahalalana, miray hina, mahavatsy tena ary sahy mandroso* ».

En effet, tous les projets de la commune rurale d'Ambohibao sud sont résumés par cette vision qui tend à améliorer la vie socioculturelle, économique et environnementale.

3- Relation de la commune avec les acteurs locaux :

La commune rurale d'Ambohibao sud collabore étroitement avec les acteurs locaux tant sur le plan technique que financier pour son développement partant de la conception jusqu'à sa réalisation effective de tous les projets ciblés.

a- Le comité de développement communal

Le CDC est une entité partenaire privilégié de la commune dans la réalisation de ses projets. Ce comité est constitué par des membres élus des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion, des représentants élus de tous les fokontany, des chefs de services techniques publics existants et aussi des chefs d'églises. Le comité ainsi constitué appuie la commune tant financièrement que techniquement dans la réalisation de tous les projets et activités entrant dans le cadre de développement de la commune et de l'amélioration du bien être de toute la population.

Cette sous-section consiste à mettre en lumière toutes les étapes et le processus de collaboration du CDC avec la commune dans la réalisation de ses projets de développement :

❖ Identification des projets prioritaires

Les dirigeants de la commune avec le comité de développement constitué selon l'explication ci-dessus priorisent les projets à réaliser. Ils étudient ensemble tous les problèmes afférant au quotidien de la population et par la même occasion, la faisabilité des projets. Ces travaux de réflexion impliquent la participation effective des conseillers communaux, des chefs fokontany, des notables de chaque hameau et également des responsables de l'établissement ciblé. Ce groupe d'entités composé de personnes responsables essaie de prévoir les solutions possibles à chaque problème soulevé.

❖ Recherche de financement

Par le moyen de concertation continue, les responsables communaux, le comité de développement appuyé par les représentants des acteurs locaux identifient toutes les actions et les activités à réaliser en vue de collecter des fonds. Ils établissent un calendrier de « *feitim-bokatry ny kaominina* » ou journée de collecte de fonds destinée à la commune. Pour cet événement, tous les natifs de la commune résidant à l'intérieur comme à l'extérieur, ainsi que tous les sympathisants sont appelés à apporter leurs dons, soit en nature soit en espèce. Une journée de collecte de ce genre est instituée chaque année au chef lieu de la commune. Durant

nos séjours de travail sur terrain dans cette commune, nous avons eu l'occasion d'assister à une réunion qui a été consacrée à l'identification des activités de la collecte de fonds de l'année 2011. A cette occasion, toutes les entités responsables du développement communal ont répondu présent et participé activement aux débats et délibération attendus.

Par ailleurs, des demandes de partenariat peuvent ont été également formulées et lancées à cette occasion à l'endroit des autorités régionales, nationales et même à des associations et institutions religieuses susceptibles de donner de l'aide.

L'objectif de cette collecte de fonds de l'année 2011 a été de collecter le fonds nécessaire au financement du fonctionnement du lycée qui vient juste d'être ouvert par arrêté ministériel au niveau de la commune. Le chiffre à atteindre à l'occasion de cette journée de collecte serait de l'ordre de 3.000.000 Ar.

Fonds collecté à chaque « *fetim-bokatra* » durant les trois dernières années :

- En 2009 : 2.300.000 Ar
- En 2010 : 2.500.000 Ar
- En Mai 2011 : 3.000.000 Ar
- En Décembre 2011 : 2.800.000 Ar

❖ **Sensibilisation pour la collecte de fonds**

Le volume de financement pouvant être collecté dépend de la motivation et de la mobilisation de toute la population et de tous les membres de « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion.

Une large campagne de sensibilisation est menée pendant une période auprès des natifs en dispersion et tous les habitants de la commune par le biais d'affichages et d'appels continus à la radio. Cette sensibilisation débute bien avant la date prévue pour la tenue de la journée de collecte de fonds. Toutes les familles natives de la commune sont ainsi visitées à domicile sollicitées et appelées, même résidant dans de régions extérieures et éloignées.

Des affiches sont préparées et posées dans tous les fokontany. Des spectacles artistiques sont prévus pour animer la journée. Au fait, cette journée de collecte de fonds est un grand évènement pour tous les natifs. Le jour-J, chaque personne et chaque famille devrait apporter son don en espèce ou en nature. Cette offrande est évidemment inscrite pour mémoire dans le livre budgétaire de la commune. Ce registre d'inscription de don serait disponible à tout un chacun qui désirerait par la suite à savoir tous les apports de chaque individu et famille. Cela est fait à titre de transparence de gestion.

b- Les chefs fokontany

La communication et les échanges d'informations, entre la commune et tous les fokontany, sont continus et permanents.

A chaque venue de circulaire provenant de la commune, le fokontany organise une assemblée générale. Par ailleurs, le chef fokontany et les notables du village sont les représentants de toute la population lors des réunions décisives au niveau de la commune et entrant dans le cadre de réalisation de projets.

Le chef fokontany est le premier responsable de sensibilisation et de motivation de sa population. La participation effective de toute la force vive pour la réussite de toutes actions, de toutes activités et de toutes réalisations de projets dépend de la prise de responsabilité de ce dirigeant du fokontany.

En effet et à juste titre, le chef fokontany est considéré comme l'acteur de base et le premier facilitateur de toutes les actions de développement de la commune.

2. PRESENTATION DE DONNEES :

Pour cerner les réalités et les impacts de la participation des acteurs locaux au développement de la commune rurale d'Ambohibao sud, il est indispensable de faire un sondage d'opinions auprès de la population. Cette pratique est devenue inséparable à toute recherche sociologique depuis fort longtemps.

La différenciation de perception au niveau de la population nous permet d'obtenir un point de vue consensuel sur l'objet étudié. Le but est d'évaluer la réponse tendancielle des individus membres de la société.

- Présentation des échantillons :

Dans cette recherche, un questionnaire a été mis en pratique sur le terrain dont l'échantillon est limité à 40 personnes tirées au hasard et en suite, catégorisées selon leur âge, sexe, activité quotidienne et niveau d'instruction.

a- Représentation selon l'âge et le sexe :

Tableau 8°: Représentation des échantillons selon l'âge et le sexe :

AGE	MASCULIN	FEMININ	TOTAL
20 à 25	2	1	3
25 à 30	3	2	5
30 à 35	4	5	9
35 à 40	2	2	4
40 à 45	2	2	4
45 à 50	1	2	3
50 à 55	3	1	4
55 à 60	1	2	3
60 et plus	2	3	5
TOTAL	20	20	40

Source : Investigation personnelle, Octobre 2011

Ce tableau de représentation selon l'âge et le sexe permet d'obtenir la représentativité de la population enquêtée. La représentativité de l'échantillonnage nécessite une bonne répartition de la population.

En effet, les 40 personnes enquêtées sont toutes des adultes (plus de 20 ans) susceptibles d'avoir une bonne capacité de perception de l'objet étudié. L'enquête est menée auprès de 20 hommes et de 20 femmes.

Cela va nous permettre de collecter les opinions représentatives de la société.

b- La répartition des échantillons selon leurs activités :

Tableau 9° : La répartition des échantillons selon leurs activités :

SEXES	ACTIVITES				TOTAL
	Agriculteurs	Commerçants	Artisans	Autres	
Masculin	15	2	2	1	20
Féminin	10	5	4	1	20
Total	25	7	6	2	40

Source : Investigation personnelle, Octobre 2011

Ce tableau nous montre la répartition des échantillons selon leurs activités.

D'après ce tableau, parmi les 40 individus enquêtés 25 sont des agriculteurs dont 15 du sexe masculin et 10 du sexe contraire.

Pour les commerçants, ils sont 7 dont 2 hommes et 5 femmes.

Concernant les artisans qui sont aussi nombreux et très actifs dans cette localité, ils sont au nombre de 6 parmi les 40 enquêtés ; 4 d'entre eux sont des femmes. Il faut donc noter que ce secteur occupe plus de femmes que d'hommes.

Pour les autres professions, deux individus ont été ciblés dont un homme et une femme. Ces derniers sont des fonctionnaires publics en service et résidant dans la commune.

c- La répartition des échantillons selon leur niveau d'étude :

Tableau 10°: La répartition des échantillons selon leur niveau d'étude :

SEXES	NIVEAU D'INSTRUCTION				
	S.I	N.P	N.S.I	N.S.II	N.S
Masculin	3	8	5	2	2
Féminin	10	6	2	1	1
Total	13	14	7	3	3

Source : investigation personnelle, Octobre 2011

S.I : Sans instruction ou ayant pas connu l'école

N.P : Niveau primaire

N.S.I : Niveau secondaire, premier cycle

N.S.II : Niveau secondaire, deuxième cycle

N.S : Niveau supérieur

Ce tableau nous montre que les habitants de la commune sont peu instruits.

Parmi les 40 personnes abordées sur le terrain, 13 n'ont pas connu l'école. Cela représente 35,5% des individus enquêtés ; ceux qui n'ont jamais fréquenté l'établissement scolaire.

D'autre part, on remarque le faible effectif des personnes ayant atteint le niveau supérieur.ils ne sont que de 3 soit 7,5%.

Bref, le chiffre est assez gonflé aux niveaux secondaires et baisse quand le niveau monte. On peut dire que cette constatation est plus ou moins valable dans toute société rurale à Madagascar.

- Collecte d'opinions

Ces 40 personnes ont contribué à mettre une lumière dans notre étude. Chaque opinion compte beaucoup pour analyser et interpréter le processus de développement participatif au niveau de la commune.

Des idées sont collectées par le biais d'une série de questions qui ont été posées à chaque échantillon au cours du travail sur terrain afin de déterminer le degré de participation des acteurs locaux au bénéfice du développement communal.

a- La participation de la masse au développement de la localité

La population est considérée comme acteur de base et également acteur principal du développement participatif de sa commune. Le développement de la commune dépend ainsi fortement de la participation de la population entière. Cette population joue un rôle actif dans l'élaboration et la réalisation des projets communaux. Elle est ainsi des acteurs principaux de développement de leur commune.

Nous allons illustrer la participation de la population à la réalisation des projets communaux (construction des infrastructures scolaires) par le biais du tableau présenté ci-dessous. Ce tableau va nous montrer les apports de la population en don en espèce lors de la journée de collecte de fonds ou « *fetim-bokatra* », en travaux manuels, en don de matériaux et en prêt de matériels en vue de la construction d'un bâtiment scolaire.

❖ **Apports de la population pour la réalisation du projet de construction d'un bâtiment scolaire :**

Tableau 11°: Apport de la population :

AGES	ECHANTILLONS	APPORTS		
		Don en espèce	Travaux manuels	Don de matériaux et prêt de matériels
20 à 25	3	1	3	0
25 à 30	5	4	5	0
30 à 35	9	7	9	2
35 à 40	4	4	4	1
40 à 45	4	4	4	0
45 à 50	3	2	3	2
50 à 55	4	1	3	4
55 à 60	3	2	1	3
60 et plus	5	4	1	3
TOTAL	40	29	32	16
POURCENTAGE	100	72,5	80	40

Source : Investigation personnelle, Octobre 2011

Ces pourcentages nous montrent la forte participation de la population au développement de leur localité. Parmi les 40 personnes enquêtées, 29 ont contribuées au financement soit par donation en espèce lors de la journée de collecte de fonds.

Concernant aux travaux manuels, 80% des personnes enquêtées ont pris part.

Et enfin, 40% d'entre eux ont participé aux prêts de matériels (charrettes, brouettes, camions...) et à la donation de matériaux de construction.

b- La solidarité de la population :

Dans le principe de développement participatif, la solidarité de la population locale est très importante. C'est la base d'une participation intégrée.

On a choisi deux paramètres essentiels afin de cerner la notion de « participation locale »

❖ Le « valin-tanana » ou l'entre-aide :

La pratique du « *valin-tanana* » peut être considérée comme une pratique sociale incluant la dynamique solidaire et la participation directe au processus de développement.

Elle est mesurée en fonction de l'activité quotidienne des personnes ciblées à l'enquête.

Tableau 12°: La pratique du « valin-tanana » ou l'entre-aide:

Activités	Effectifs	Pratiquants le « <i>valin-tanana</i> »	Non pratiquants du « <i>valin-tanana</i> »
Agriculteurs	25	21	4
Commerçants	7	3	4
Artisans	6	2	4
Autres	2	0	2
Total	40	26	14
Pourcentage	100	65	35

Source : Investigation personnelle, Octobre 2011

Ce tableau montre que parmi les 40 personnes enquêtées, 26 pratiquent encore le « *valin-tanana* », soit 65%. Ce chiffre nous permet de dire que le « *valin-tanana* » est encore une pratique sociale en vigueur dans le milieu rural et surtout dans le secteur agricole, au sein de la commune d'Ambohibao sud.

❖ Participation aux assemblées générales et aux travaux communautaires :

La participation aux « *fivoriambem-pokonolona* » et aux « *asam-pokontany* » est aussi considérée comme un des piliers du développement participatif. A l'occasion des « *fivoriambem-pokonolona* » ou assemblées générales au niveau fokontany sont débattues toutes les grandes idées concernant tous les processus de développement de la commune ainsi que tous les modes de participation de chaque citoyen. Quant aux « *asam-pokontany* » ou

travaux communautaires, ce sont les occasions de participation directe de tous les membres de la société aux grands travaux communs mais aussi aux petits travaux d'entretiens dans le cadre d'amélioration du bien être général et de satisfaction de l'intérêt général. L'étude de cette participation locale peut nous donner l'idée claire sur les notions d'aspiration locale, de partage de responsabilité et aussi la notion d'initiative locale.

Notre passage dans les sept fokontany constituant la commune rurale d'Ambohibao sud nous ont permis de mesurer le taux de participation aux assemblées et aux travaux communautaires au niveau de chaque fokontany.

Tableau 13°: Le taux de participation aux assemblées générales et aux travaux communautaires :

FOKONTANY	TAUX DE PARTICIPATION (EN POURCENTAGE)	
	Assemblées générales	Travaux communautaires
Ankazotokana	55	50
Ambohitra	67	45
Ambatovikinina	70	55
Ambohibao	75	60
Moramena	60	60
Antanimenakely	85	85
Antsimonanosy	80	70

Source : Les 7 chefs fokontany

Ce tableau montre les taux de participation de la population aux assemblées générales et aux travaux communautaires dans chaque fokontany.

Ces pourcentages obtenus nous affirment la forte solidarité de la population de chaque fokontany. Cette réalité est positive pour le développement communal.

c- La participation des « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion :

Les activités des « zanaka am-pielezana » ne se limitent pas uniquement dans le domaine religieux comme ce qui se passe dans beaucoup de localités rurales. Cette étude menée dans la commune d'Ambohibao sud va nous révéler la contribution effective de ces natifs dans le domaine de développement socioéconomique et culturel.

Les questions suivantes ont été posées aux individus ciblés comme échantillons utilisés dans l'enquête effectuée sur terrain :

- La participation des natifs en dispersion au développement de votre localité est-elle effective et positive ?
- Etes-vous pour ou contre ?

Les échantillons n'ont pas la même opinion vue les réponses données à ces questions. Les tableaux suivants nous montrent la divergence de point de vue de ces personnes ciblées. Les réponses sont différentes selon les catégories d'âges des enquêtés.

- **Enquête menée auprès de 30 personnes concernant la participation des « *zanaka am-pielezana* » au développement de la commune rurale d'Ambohibao sud pour l'année 2010.**

Tableau 14°: La participation des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion au développement communal (2010):

Ages	Echantillons	Oui	Non
20-25	3	1	2
25-30	5	4	1
30-35	3	3	0
35-40	4	4	0
40-45	5	5	0
45-50	2	2	0
50-55	1	1	0
55-60	2	2	0
60 et plus	5	5	0
Total	30	27	3

Source : Investigation personnelle, Mais 2010.

- **Enquête menée auprès de 40 personnes portant sur le même sujet pour l'année 2011.**

Tableau 15°: La participation des « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion au développement communal (2011) :

Ages	Echantillons	Oui	Non
20-25	3	2	1
25-30	5	4	1
30-35	9	7	2
35-40	4	4	0
40-45	4	4	0
45-50	3	2	1
50-55	4	4	0
55-60	3	3	0
60 et plus	5	3	0
Total	40	35	5

Source : Investigation personnelle, octobre 2011.

La comparaison de ces deux tableaux nous montre que la perception et l'opinion des gens sur la participation des natifs en dispersion au développement de la localité restent en général les mêmes (2010 et 2011). Ces tableaux montrent que la majorité de la population enquêtée sont tout à fait consciente que les natifs en dispersion de leur localité participent effectivement au processus de développement de la commune et que cette collaboration est positive.

En 2010, 27 sur les 30 personnes enquêtées sont pour.

En 2011, 35 sur 40 ont répondu que les aides venant des « zanaka am-pielezana » sont nécessaires et indispensables.

On note également que les personnes âgées sont les plus favorables aux actions des natifs en dispersion car à partir de la tranche d'âge de 45 ans, les réponses sont presque toutes d'accord à l'existence de cette relation.

d- Dépendance aux « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion

Concernant la dépendance de la commune par rapport aux « zanaka am-pielezana », une collecte d’opinions a été réalisée par le biais de questionnaires.

Questions posées :

- Pensez-vous que le développement de votre localité est impossible sans l'aide des « zanaka am-pielezana » ? Oui ou non ?

Le tableau suivant nous résume la perception des échantillons sur cette dépendance. Leurs opinions sont catégorisées selon le niveau d’étude de la personne abordée.

Tableau 16°: La dépendance aux « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion :

NIVEAU D'INSTRUCTION	ECHANTILLONS	DEPENDANCE AUX « ZANAKA AM- PIELEZANA »	
		Oui	Non
S.I	13	9	4
N.P	14	8	6
N.S I	7	6	1
N.S II	3	3	0
N.S	3	0	3
TOTAL	40	26	14

Source : Investigation personnelle, Octobre 2011.

Les opinions concernant la dépendance de la commune vis-à-vis de ces natifs diversifient en fonction du niveau d’instruction de l’enquêté.

En effet, 26 individus sont d'accord sur la dépendance qu'ils estiment bénéfique pour la commune ; et seuls 14 individus refusent.

On remarque également que ce sont les personnes non instruites ou peu instruites (SI) qui tiennent beaucoup à cette idée de dépendance (9 personnes sur 13).

Par contre, les personnes instruites (NS) refusent catégoriquement ; elles ont leurs raisons. Pour eux, le progrès d'une société ne peut être acquis que par elle-même, c'est-à-dire, par la conviction et par l'initiative de ses membres.

e- Aspirations locales et projets communaux

Bien que les projets inscrits dans le PCD aient été les aspirations profondes et communes de toute la population, la commune n'a pas pu les réaliser faute de financement suffisant. Son budget n'a pas la possibilité de faire face aux activités prévues dans le plan. La commune a été obligée d'opter pour la réalisation d'autres activités moins couteuses et réalisables avec son propre moyen financier. En résumé, elle s'est fait d'autres priorités.

Un sondage d'opinion a été fait pour connaître si ces nouvelles priorités apparaissent comme un courant solidaire ou au contraire comme un courant systémique.

Le premier courant est défini comme un projet issu d'une initiative locale et dont sa conception et sa réalisation dépendent de la solidarité participative de toute la population.

Le second courant appelé systémique se présente tout simplement comme un projet imposé, conçu sans la prise en compte de l'aspiration de la population

Ces dernières années, la commune s'est consacrée à l'amélioration de l'éducation. A titre d'exemples, il faut citer la construction de nouveaux bâtiments scolaires, la prise en charge du budget de fonctionnement du nouveau lycée ainsi que le paiement de salaire des maîtres FRAM (Fikambanan'ny Ray AmandRenin'ny Mpianatra) exerçant dans tous les établissements scolaires existants au niveau de la commune. De ce fait, la commune n'a plus eu la possibilité d'investir dans d'autres domaines.

On a questionné chaque échantillon pour savoir quel domaine souhaite t-il être priorisé par les dirigeants locaux, parmi les suivants : le domaine éducatif, le domaine de santé et celui de l'agriculture.

Question :

- A votre avis, quel est le secteur qui devrait être priorisé dans votre localité ?

Tableau 17°: La priorisation selon les échantillons :

ECHANTILLONS	EDUCATION	SANTE	AGRICULTURE
40	15	5	20
POURCENTAGE	37,5%	12,5%	50%

Source : Investigation personnelle, Octobre 2011

Ce tableau montre que 50% de la population enquêtée veulent prioriser le secteur agricole. 35,5% pour le secteur éducatif et 12,5% optent pour le domaine de la santé

Troisième partie : Analyses et Interprétations

Partie III- ANALYSES ET INTERPETATIONS

Cette troisième partie portant sur les analyses et interprétations traite les trois points suivants :

- La solidarité et la participation des acteurs locaux,
- L'aspiration locale et la conception des projets communaux,
- Les suggestions personnelles.

Ces trois points permettront de nous donner des idées claires sur le processus et les problèmes liés à la participation des acteurs locaux au développement communal.

1. SOLIDARITE ET PARTICIPATION DES ACTEURS LOCAUX :

La solidarité est un facteur favorisant du développement. Néanmoins, il est important d'analyser le degré de cette solidarité et d'identifier les problèmes qui affectent l'organisation de la participation partagée et généralisée aux activités.

Concernant la participation des acteurs locaux, on a identifié trois entités porteuses de changement au sein de la localité d'Ambohibao sud. Ce sont les autorités locales, les natifs en dispersion et la population.

1- Manifestations :

a- La relation des « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion avec leur lieu d'origine.

Les « *zanaka am-pielezana* » de la commune rurale d'Ambohibao sud maintiennent la relation de partenariat avec leur lieu d'origine. Pour positiver cette relation, le CDC ou comité de développement communal a été créé. Ce comité a pour fonction d'organiser et d'assurer toutes formes de collaboration et de coopération avec la commune, en termes de partenariat et en matière de développement. Le CDC est constitué essentiellement par des membres actifs de l'association des natifs en dispersion

Dans d'autres localités, les actions des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion se limitent dans le développement du domaine religieux. Par contre, en ce qu'on peut étudier dans la commune d'Ambohibao, ils ont élargi leurs actions dans le domaine socioéconomique et culturel. En bref, ils appuient la population et les dirigeants communaux dans tout le processus de développement intégral de la localité. Cette recherche nous permettra donc d'élargir notre horizon sur la conception de ce terme. Les analyses et les faits suivants vont le démontrer.

❖ Impacts sociaux :

Le domaine éducatif de la commune a connu une nette amélioration continue depuis quelques années. Cette amélioration peut être interprétée comme une transformation sociale. L'apport des acteurs locaux, les efforts de la population-bénéficiaire ainsi que l'appui des natifs en dispersion ont engendré une transformation considérable dans le

domaine de l'éducation depuis les quelques années déjà. Cela va créer inévitablement un changement social au sein de cette commune.

Cette constatation est concrétisée par la création récente du CEG et du lycée, tous deux implantés dans le chef lieu. Cette transformation va modifier la mentalité des habitants vis-à-vis de la valeur inestimable de l'éducation. Cette situation est très importante vue que dans cette localité, la majorité de la population est assez peu instruite. Selon le tableau de répartition des échantillons en fonction de leur niveau d'instruction, 13 des 40 personnes enquêtées n'ont jamais eu l'occasion de fréquenter l'école. Cette situation peut être expliquée par l'inexistence et ou l'éloignement des établissements scolaires. Mais, en partie, cela a été aussi dû par la pauvreté de la population ou tout simplement par la non reconnaissance de la valeur effective de l'éducation.

La mise en valeur du secteur éducatif est la cause première de l'augmentation du taux de scolarisation annuelle des enfants scolarisables et la baisse considérable du taux d'abandon scolaire dans tous les établissements au sein de la commune d'Ambohibao sud.

Les natifs en dispersion ou « *zanaka am-pielezana* » ont joué un rôle important dans le changement du système de valeurs de la population. Au fait, la population elle-même est consciente de l'importance de l'appui de ces natifs. 35 personnes sur les 40 enquêtées ont répondu que les aides de ces natifs sont nécessaires et indispensables pour développer la commune. La plupart des personnes qui ont émis une opinion différente de celle de ces dernières sont des jeunes d'entre 20 et 35 ans. On estime alors que le facteur âge influe sur la perception des réalités organisationnelles dans une société. De ce fait, une idée peut être retenue : les jeunes ont leurs propres opinions quant au changement qui peut s'opérer dans la vie de la société.

Sous l'angle fonctionnaliste, ce sont les acteurs collectifs qui assurent le changement social. Les « *zanaka am-pielezana* » ont les traits représentatifs qui caractérisent ce type d'acteurs. Par définition, ce sont les individus porteurs et concepteurs des valeurs sociales dans une société. Leurs actions génèrent les changements des éléments constitutifs du social et peuvent aussi être l'origine du changement du tout. Prenons l'exemple cité ci-dessus, le fait de prioriser le secteur éducatif génère un nouveau mode de vie, ainsi qu'un nouveau système de valeur chez la population. Un nouveau dynamisme avec un nouveau système de valeur vont catalyser la société.

L’application de cette théorie fonctionnaliste peut donc se résumer comme suit : toutes les actions menées par ce type d’acteurs ont contribué à la transformation du domaine éducatif. Pour illustrer cette affirmation, on a remarqué que la création du nouveau lycée a été porteuse d’encouragement et de motivation pour les jeunes en âge scolaires à poursuivre leurs études. Aussi, le nouveau collège d’enseignement général, ainsi que le lycée qui vient d’être ouvert sont implantés au chef-lieu de la commune donc, très proches des élèves. Dans les années passées, les jeunes ont été contraints de faire journellement beaucoup d’heures de marche pour rejoindre les établissements secondaires situés dans d’autres communes.

Par ailleurs, le système de partenariat avec les « *zanaka am-pielezana* » a porté des résultats positifs : l’amélioration des infrastructures éducatives, des nouvelles constructions de salles de classes, des dotations des établissements en équipements adéquats, le paiement de rémunération des maîtres FRAM. Les charges de la population locale n’ont pas augmenté pour autant. Au contraire, les frais et cotisations à payer par les membres du « *fokonolona* » et les membres de FRAM se trouvent considérablement réduits.

La participation des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion à l’amélioration de la vie sociale de cette localité ne se limite pas seulement au domaine éducatif. Leur contribution s’élargie également dans le domaine de la santé de base. Ils ont pris part aux financements des travaux de réhabilitation du CSB II de la commune. Selon les priorisations et les axes stratégiques adoptées par les conseillées communaux et le comité de développement communal au titre des années 2010 à 2012, la réhabilitation du CSB II avec un coût total estimé à 50.000.000 Ar représente le projet numéro quatre. Ils ont apporté une importante contribution financière pour cette réalisation.

Cependant, il faut noter que l’éducation reste l’axe prioritaire pour cette association. Cette constatation s’explique par le fait que ce secteur, comparé à d’autres, bénéficie de la majeure partie de l’aide apporté par cette entité.

❖ Impacts économiques :

Les activités des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion ont porté des changements positifs sur la vie économique de la commune et sur celle de la population en général. Des faits observés peuvent expliquer ce phénomène économique.

Depuis sa création, la commune rurale d'Ambohibao sud n'était pas en mesure d'assurer son autosuffisance budgétaire. Economiquement, elle dépendait toujours des natifs en dispersion et de la participation directe ou indirecte de la population locale pour assurer sa survie et son développement. L'exécution de tous ses projets nécessite des aides financières, matérielles, techniques et humaines. Sans l'appui de ces acteurs, elle ne pourrait pas assurer la réalisation de son plan de développement. Notons en outre que la positivisation de ce partenariat d'avec les natifs de la localité dépend largement de la capacité de l'équipe dirigeante de la commune en matière de sensibilisation et de gestion.

La réalisation de tous les projets de chaque fokontany, ainsi que ceux de la commune bénéficie de l'appui et des aides des « *zanaka am-pielezana* ». Cette coopération est naturellement bénéfique pour les « *fokonolona* » car elle aide efficacement le budget de la commune et celui des fokontany. Il faut noter qu'à chaque « *Voka-dehibe* » ou collecte de fonds, tant au niveau communal qu'au niveau des fokontany, l'apport des « *zanaka am-pielezana* » représente la plus grande partie du fonds collecté.

Les natifs en dispersion et la population locale entretiennent une relation quasi permanente pour la réalisation des projets communaux. Une confiance réciproque reine entre ces deux entités. .

Il en résulte que bon nombre des « *zanaka am-pielezana* » confient leurs terres et leurs fermes aux habitants locaux. Cela permet à de nombreuses familles d'améliorer leur niveau de vie du fait que leur production a augmenté.

Soucieux du bien-être de la population de son lieu d'origine, les « *zanaka am-pielezana* » offrent des emplois aux jeunes gens et jeunes filles issus des familles nécessiteuses locales. Grâce à la confiance, ils préfèrent embaucher des travailleurs issus de leur localité natale. Des jeunes locaux sont ainsi devenus conducteurs ou receveurs de bus, gardiens de résidence (agents de sécurité) chez des familles résidentes en ville. Beaucoup de jeunes filles issues de la commune sont employées dans des entreprises de confections appartenant aux natifs mais

installées dans la capitale et dont la plupart se trouvent à Ambodivona. D'autres deviennent des femmes de ménages ou des babis citeurs.

Ces offres d'emplois destinés aux jeunes ruraux facilitent la vie de nombreuses familles de la localité. Mais dans une autre perspective, ces offres favorisent inévitablement le phénomène d'exode rural des jeunes, phénomène qui entraîne la réduction considérable de la production active. Notons que si cette situation perdure, d'ici dix ans, les personnes âgées seraient les seules à garder les villages et à s'occuper des travaux ruraux. Cela représente une menace certaine pour l'avenir de la situation économique rurale.

La relation population locale-zanaka am-pielezana peut être interprétée autrement selon l'analyse Marxiste. Cette relation peut s'expliquer par l'émergence de deux classes sociales qui s'opposent par leurs aspects économiques. Ces deux classes sont en contradiction et s'exploitent.

D'un côté, les natifs en dispersion ou « *zanaka am-pielezana* » peuvent être considérés comme la classe dominante du fait qu'elle est constituée par des personnes détenteurs des moyens de production : terres, petites et moyennes entreprises...qui nécessitent des mains d'œuvres faciles et moins coûteuses. Ces mains d'œuvres ne peuvent provenir naturellement que de la campagne.

D'un autre côté, l'existence des familles nécessiteuses et dépendantes de la campagne intéresse de beaucoup les « *zanaka am-pielezana* » riches. Ces ruraux représentent la classe dominée. Chacune de ces deux classes s'organise et se positionne différemment dans toutes les phases de réalisation des projets. Au cours des réunions communes, les membres des « *zanaka am-pielezana* » jouissent toujours d'un certain prestige aux yeux des gens de campagne. Cela est assez naturel car ces natifs de la commune mais résidant ailleurs sont pour la plupart des fonctionnaires cadres, des dirigeants d'entreprises ou tout simplement des riches. Ils sont toujours très écoutés.

Parlons maintenant de sa relation avec la commune. Ce partenariat avec les « *zanaka am-pielezana* » profite beaucoup à la commune. La réalisation de son plan de développement dépend en grande partie de cette coopération. Durant notre enquête, 26 personnes sur les 40 abordées sont convaincues que la commune ne peut pas se développer, sans l'aide de cette entité.

Par contre, 14 personnes ont refusées catégoriquement la conception selon laquelle le développement de la commune dépend de ce type d'acteur. Pour eux, l'organisation et la mobilisation interne des fokonolona suffisent à gagner le développement de la commune. Ils sont donc contre la nécessité de recourir aux actions des « *zanaka am-piezana* ». Selon eux le développement dépend de l'initiative et de la conviction locale. L'idée du développement, œuvre exclusive des acteurs locaux est possible. Toutefois, les aides extérieures ne sont pas considérées comme totalement inutiles.

Au nom du patriotisme, ces natifs collaborent avec la population et les autorités locales pour développer leur localité natale. Leurs activités à travers cette collaboration peuvent être ainsi expliquées par des facteurs émotionnels qui les animent à prendre en considération le développement de leur commune natale.

b - Apports de la population au développement :

Les apports de la population sont mesurés en principe par leur solidarité, c'est-à-dire, leur taux de participation aux réunions de prise de décisions, aux travaux communs et à la collecte de fonds dans le cadre de réalisation des projets. La participation des acteurs locaux est considérée comme la base fondamentale et la garante de réussite de toute initiative en matière de développement participatif.

Selon Jabes, 2011, « *le territoire est dynamisé par les acteurs qui l'occupaient* ».

Il s'agit de la participation partagée à partir de la conception du projet et jusqu'à la réalisation. A ce titre, la population est considérée comme des acteurs avant d'être des bénéficiaires.

❖ Les paramètres de solidarité :

a- Le « Valin-tanana » ou « entre-aide »

La pratique de l'entre-aide est considérée comme une pratique sociale qui implique une solidarité entre les membres. Cette pratique implique également la participation directe de la population au processus de développement. C'est en quelque sorte la capacité locale de faire face à ses problèmes.

Néanmoins, à l'heure actuelle, l'entre-aide n'est plus très pratiqué couramment par toute la population. Cela ne veut pas dire que cette pratique est définitivement oubliée. La population de la commune d'Ambohibao sud fait encore partie des pratiquants de ce mode de travail. Au cours de notre enquête nous savons pu recueillir l'affirmation que l'entre-aide tient encore une grande place dans les activités rurales, à savoir, les travaux de champs, les travaux rizicoles, la confection de briques de construction. Il a aussi sa place dans les événements familiaux. 65% des personnes enquêtées ont confirmé toujours recourir à cette pratique en partenariat avec des amis ou membres de familles.

Selon la conception traditionnelle, le terme « *valin-tanana* » ou entre-aide renferme deux notions importantes en matière de régulation sociale :

- Le concept de « *FIHAVANANA* » ou l'amitié

Le concept de « *fihavanana* » renvoi à la notion de parenté ou de filiation. Le lien de parenté, lien par le sang qui unie en ligne directe des générations entre elles.

D'autre part, ce concept nous renvoi à l'idée du lien social. Il s'agit de l'amitié et de la fraternité qui tissent les liens sociaux et renforcent par la suite la volonté de vivre ensemble en société unie.

- Le concept de « *FIRAIKAN-KINA* » ou la solidarité

Ce concept renferme l'idée de solidarité. Une force extérieure qui anime les membres de la société à s'entraider. Chaque membre prend le goût de vivre ensemble et de s'unir dans les travaux. Ils s'invitent également à l'occasion des cérémonies traditionnelles.

Ces deux concepts que nous venons de définir ci-dessous nous renvoient à l'idée de « *contrainte extérieure* » chez Durkheim E.

En effet, la commune rurale d'Ambohibao sud s'organise et se dynamise à partir de la prise en considération et de l'application de ces deux concepts.

b- Le « *valin-tanana* » ou l'entre-aide et la localité étudiée

Qu'est ce qui nous amène à évoquer la notion de « *valin-tanana* » dans cette analyse ? C'est pour nous démontrer que cette pratique peut être inclue au sein du processus qu'est la participation locale menant au développement participatif de la commune.

L'entre-aide est une pratique encore en usage dans la localité d'Ambohibao sud. Néanmoins il faut noter que le recours à cette pratique ne connaît pas la même importance dans tous les fokontany. Dans certains fokontany, il est quotidiennement pratiqué mais contrairement, dans d'autres, cette pratique est devenue assez rare et occasionnelle.

Pour les pratiquants, l'entre-aide est un bon moyen pour assurer la production agricole. A leur avis, cette pratique limite les dépenses et en même temps renforce les liens sociaux.

Néanmoins cette pratique que nous pouvons qualifier ancienne a des détracteurs. C'est dire qu'il existe des non-pratiquants de ce mode de travail. Pour ces derniers, la pratique de l'entre-aide implique un engagement, cause une perte de temps, retarde les travaux et diminue ainsi la production par ménage.

En se référant au livre de M. Mauss intitulé « Essai sur le Don », le « *valin-tanana* » ou l'entre-aide renferme aussi l'idée *d'interaction sociale*, et *d'échange réciproque* entre les membres de la société. Il s'agit ainsi de « *Don contre Don* » qui sert à conserver la pratique traditionnelle locale et à renforcer les liens sociaux.

Le principe du « *valin-tanana* » ou l'entre-aide se résume par le passage suivant :

- Pour une journée de travail, l'individu / famille A demande l'individu / famille B pour l'aider. Par conséquent, l'individu / famille A s'engage à consacrer une autre journée de travail pour l'individu / famille B.
- Plus les participants sont nombreux, plus l'engagement social s'intensifie. C'est-à-dire que les attentes des autres membres s'augmentent.
- C'est pour cette raison que l'entre-aide est considéré actuellement comme une pratique qui intéresse seulement les pauvres. Les ruraux riches ne sont plus partisans de ce mode de production qu'ils considèrent comme cause de perte de temps. Ils veulent se soustraire de l'engagement envers les autres. Ainsi, ils préfèrent suivre le principe dicté par le mécanisme salarial pour faire leur travail. Un travail d'entre-aide entre 6 à 8 personnes peut être exécuté par 3 travailleurs payés dans une même journée. Il est donc évident que certaines ont raison d'affirmer que cette pratique engendre une perte de temps. Alors on peut dire que l'entre-aide se dévalorise dû à un esprit calculant qui anime certains membres de la société et en l'occurrence les riches mais aussi les pauvres qui courrent après les gains en argent.

Pourtant, force est de souligner que cette pratique engendre une forte solidarité sociale et constitue une occasion de participation directe de la population à l'amélioration de la production locale.

c- Assemblées générales et travaux communautaires

L'intensité de la participation des acteurs locaux au processus de développement local peut être mesurée par le taux de participation aux assemblées et aux travaux communautaires. C'est aussi un des moyens permettant de démontrer la solidarité de la population locale.

Les chiffres estimatifs qui nous ont été fournis par les dirigeants des 7 fokontany de la commune à qui nous avons fait l'interview nous ont permis de discuter sur ces deux paramètres de solidarité. Au vu de ces chiffres qui tournent autour de 70%, nous pouvons affirmer qu'il existe une forte solidarité de la population au niveau des fokontany. Cela nous permet pour autant de dire que la participation massive de tous les membres à l'amélioration du bien-être de la société est effective.

La participation aux assemblées générales est très importante du fait que c'est au cours desquelles qu'on identifie tous les problèmes de la société ainsi que les solutions appropriées et à apporter. Les assemblées générales de fokonolona sont des ateliers de diagnostics et de planification pour l'amélioration des réalités sociales ; c'est à dire pour la réalisation de tous les projets.

Concernant la participation de la masse aux travaux communautaires, le sens de responsabilité de chaque membre ainsi que l'application du « *dinam-pokonolona* » ou contrat social sont la source de réussite. Ces travaux communautaires sont organisés par les dirigeants des fokontany en cas d'urgence ou de problèmes majeurs comme les feux de brousse, les inondations. Egalement, les responsables appellent toute la population aux grands travaux d'intérêt social comme les réparations de digues, de barrages, de routes communales et d'autres infrastructures. Les travaux communautaires constituent effectivement les occasions de prise de responsabilité de tous les citoyens face aux problèmes urgents et communs de la communauté.

En nous référant au tableau représentatif du taux de participation de la population aux assemblées générales et aux travaux communautaires, nous pouvons constater que la participation des acteurs locaux est très élevée. Ils prennent part d'une façon directe à la résolution des problèmes quotidiens et à la réalisation de tous les projets communaux à travers le diagnostic participatif et à la planification en commun des activités.

2- Les problèmes liés à la solidarité :

a- La sectarisation par les religions :

Les habitants de la commune rurale d'Ambohibao sud s'attachent énormément aux valeurs spirituelles, essentiellement au Christianisme. Néanmoins, ils se divisent entre des églises différentes entre autres, les sectes.

Comme enregistrés dans la partie monographique du présent mémoire, les établissements religieux implantés au niveau de la commune sont les suivants :

- L'église protestante F.J.K.M (Fianganan'i Jesosy Kristy eto Madagasikara)
- L'église F.P.V.M (Fianganana Protestanta vaovao eto Madagasikara)
- L'église catholique
- L'association dite « *Fifohazana manolotrony* »

Le F.J.K.M, le F.P.V.M ainsi que le « *Fifohazana manolotrony* » sont tous les trois installés au niveau du chef-lieu de la commune. Tandis que l'église catholique se trouve dans un chef-lieu de fokontany. Les habitants sont répartis entre ces différentes églises. Cette situation pourrait bien affecter la solidarité de la population. Elle engendrerait une certaine désunion au niveau de la population mais aussi au niveau des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion. Ce phénomène pourrait donc affecter la participation des acteurs locaux au développement de la commune.

▪ Au niveau de la population

Les conflits inter-religions ne sont pas des phénomènes récents ; ce sont des problèmes anciens existant au niveau de cette localité. Cette désunion liée à la différence de religion pourrait être envisagée comme un facteur défavorisant dans le développement participatif de la commune dans le cadre d'exécution de son PCD. Ce problème affectant la solidarité sociale ne permet pas l'organisation optimale ainsi que la participation massive à cent pour cent de la population aux actions entreprises. L'existence des différentes églises constitue un facteur de blocage à la promotion du développement participatif de la commune. Les religions différentes sont porteuses de division au sein de la communauté. Conséquemment à cette situation, il existe toujours des non-participants aux activités communes. Ce problème nous fait penser à l'étude de Marcus Olson portant sur la condition de réussite d'une action collective au sein d'un mouvement syndical. Pour ce sociologue, la non-participation de

certaines personnes, qu'il caractérise comme « le comportement de passager clandestin », entraîne l'inefficacité organisationnelle d'une action collective.

Pour M. Olson, « *l'action collective ne peut exister durablement et efficacement que si elle regroupe les individus qui n'adoptent pas un comportement de passager clandestin* ». Selon lui, l'adoption d'un comportement de passager clandestin est expliquée par le rapport entre coûts et gains à travers une action collective. C'est-à-dire que, si chacun admet que les gains attendus dans une action collective sont plus élevés par rapport aux coûts comme la perte de temps par exemple, tout le monde, même les individus rationnels, y prennent part. Ainsi, dans l'étude d'Olson, la rationalité et l'individualité occupent des places importantes dans un choix personnel de chaque membre : soit à participer, soit à s'abstenir à une action collective au quelle on est appelé.

Dans cette analyse, l'adoption d'un comportement de passager clandestin dans une action collective s'explique par l'incapacité des acteurs locaux d'œuvrer ensemble et de courir vers un objectif commun.

Toutefois, dans certains fokontany, il faut noter que la population a su dépasser ce problème de désunion. Dans le fokontany d'Antanimenakely, à titre d'exemple, le « *Dina* » ou charte de règlement a été instauré pour régir les actions collectives. Dans ce fokontany, la participation aux assemblées générales, aux travaux communautaires et aux actions sociales est honorée par tous les membres du fokonolona. Les absents aux assemblées et aux travaux communautaires sont sévèrement sanctionnés. Ils doivent verser une amende de 3.000 Ar à la caisse du fokontany. Cette somme équivaut à un salaire journalier d'un travailleur agricole. De ce fait, le taux de participation aux activités collectives atteint les 85% dans cette localité.

Le sens du devoir de chaque membre du fokonolona conjugué à l'application d'un « *Dina* » (charte) bien élaboré constitue donc un moyen efficace dont peut disposer les dirigeants pour lutter contre les comportements de passager clandestin et atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les dirigeants arriveraient certainement à promouvoir une maîtrise locale et de là à obtenir l'adhésion de toute la population à toutes décisions et actions.

■ Au niveau des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion

Les différences religieuses ont également entraîné une certaine désorganisation et désunion au sein de cette association. L'efficacité du comité de développement communal (CDC) ainsi

que celle du partenariat existant entre population locale et natifs sont affectées par ce problème. Le rassemblement de tous les « *zanaka am-pielezana* » n'est pas totalement possible à cause de ce genre de sectarisation. Cela revient à dire que les natifs de la localité ne sont pas tous solidaires aux causes de la commune.

Conscient de l'existence de ce problème de désunion, le comité de sensibilisation et d'organisation du CDC effectue toujours des opérations de porte à porte à l'occasion des collectes de fonds. Cette initiative est prise afin de rassembler tous les membres locaux ainsi que ceux des natifs en dispersion. Au niveau de ces natifs, toutes les familles sont visitées et sollicitées sans aucune considération d'appartenance religieuse.

Nous pouvons remarquer à travers ces sous-titres que la sectarisation engendre des comportements non favorables à la réussite des actions collectives au sein de la commune d'Ambohibao sud. Nous pouvons pour autant noter que c'est un problème majeur qui mérite d'être solutionné. Il constitue une entrave au processus de développement qui se veut être participatif.

b- Le problème de caste

Une remarque a été également retenue au cours de nos séjours dans la commune d'Ambohibao sud. Parallèlement aux problèmes liés à la sectarisation, il existe aussi une désunion engendrée par le problème de caste. Les habitants de la commune appartiennent à des castes différentes. Ce problème est encore une réalité sociale existante dans cette localité.

▪ Le poids de la caste au niveau de la commune

La commune rurale d'Ambohibao sud est encore le berceau d'une société conservatrice dans le domaine culturel et des pratiques ancestrales. En effet, le système de caste est un des traits traditionnels encore retenus et respectés. La notion de valeur de caste a été conservée dans cette localité depuis les temps de la royauté et jusqu'à ce jour.

Historiquement, les premiers habitants d'Ambohibao sud étaient des descendants d'*Andriandoria*. Leur origine était Ambohitrabiby. Vers le XVII^e siècle, ces habitants quittaient ce royaume et venaient s'implanter dans le village d'Ambohibao et ses alentours. Au fait, cette caste appelée « *Zanakandriandoria* » (descendants de la caste Andriandoria) occupait quatre fokontany sur les sept existants. Les trois autres fokontany restants sont habités par trois castes différentes.

Néanmoins et malgré l'appartenance des habitants à des castes différentes, ces derniers ont pu s'unir dans une commune rurale qui se voulait unique administrativement. Cette nouvelle commune a pu être ouverte en 2003 suite à des efforts d'unification initiés et consentis par les sages et les notables représentants de tous les fokontany.

Actuellement, la commune d'Ambohibao sud est contrainte de s'organiser avec cette différenciation d'origine ancestrale.

- Impacts du problème de caste sur le développement

Le développement de cette commune ne pourrait pas être sûr que par la participation directe de tous les acteurs locaux. Mais malheureusement, le problème lié à l'existence des castes différentes influence négativement le processus participatif. Ce problème ne permet pas l'organisation normale de toutes les activités. L'union des habitants appartenant à des castes différentes n'est pas pour la plus part du temps sincère et sérieuse.

Cette désunion sociale engendre une rivalité inter-fokontany. La solidarité n'est pas effective. Les habitants de certains fokontany sont moins intéressés par les affaires communales contrairement aux autres qui fournissent beaucoup d'efforts pour développer la commune.

Pour conclure, il faut retenir que la commune a toujours su s'organiser et assurer sa survie malgré les conflits et les rivalités qui entravent ses initiatives de mobiliser toute sa force vive au service d'un développement participatif.

2. ASPIRATIONS LOCALES ET CONCEPTION DES PROJETS COMMUNAUX :

En principe, la conception des projets communaux doit répondre aux aspirations de toutes les couches de la population. En effet, la conception et l'élaboration du plan de développement doivent être l'œuvre de toutes les entités représentantes de la communauté. Par conséquent, le contenu du plan en général doit refléter tous les besoins locaux en termes d'infrastructures, d'amélioration du bien-être de la population, d'augmentation de la production et de développement en général. La population est donc à la fois acteur et bénéficiaire dans le processus.

1- Conception des projets

En termes de développement local, il faut respecter le principe selon lequel toutes les prises de décisions ainsi que toutes les activités doivent être effectuées dans une stricte concertation. Ainsi, à chaque projet, de la conception à la réalisation, l'apport de tout le monde est souhaité pour atteindre l'objectif. Tous les habitants sont invités à prendre part à la réalisation de toutes les tâches.

Etapes d'un projet favorisant la participation active

a- Etat des lieux ou diagnostic

Le diagnostic participatif est une étape où les gens sont appelés à participer à l'analyse concertée qui débouche sur l'identification des projets visant à renforcer les institutions locales. Les participants à cet atelier de réflexions et de délibération déterminent eux-mêmes les moyens et ressources nécessaires aux réalisations.

Le diagnostic est une étape primordiale pour la bonne marche et la réussite d'un projet. Il s'agit de recenser les aspirations de la population. Pour se faire, les responsables du projet, c'est-à-dire, les autorités communales et le CDC doivent organiser un atelier de diagnostic dans chaque fokontany. Pour cela, les fokonolona sont convoqués en assemblée générale. A cette occasion, tous les membres actifs de la population sont appelés à s'exprimer librement et participer à l'identification des problèmes sociaux. Tous les membres sont libres dans l'adoption des décisions à prendre. Ils ont la liberté totale de participer à toute délibération visant à solutionner tous les problèmes soulevés. Dans la commune d'Ambohibao sud, le taux moyen de participation aux assemblées générales est d'environ de 70%. Ce taux de

participation nous permet d'affirmer que la population de cette localité contribue activement dans la détermination des projets de développement.

Par contre, l'analyse du tableau de répartition de la population enquêtée sur le choix du secteur prioritaire nous permet d'affirmer que la moitié de la population optent pour la priorisation du secteur agricole mais non pour le secteur éducatif comme décidé par les autorités locales. Ainsi, nous remarquons qu'il existe un problème au niveau de la priorisation des projets. Cette initiative a été prise par les membres dirigeants de la commune sans tenir compte des avis de la population. A ce point, nous pouvons conclure que le taux élevé de la participation de la population aux assemblées n'est pas réellement déterminant pour atteindre le but qui est de gagner l'adhésion de toutes les forces vives à la phase de réalisation.

b- Planification

Il s'agit d'analyser le plan d'actions. L'objectif dans cette étape est de recenser les moyens à mettre en œuvre, de déterminer le budget nécessaire et le calendrier des activités.

Une fois que le problème est identifié, les autorités locales, avec le comité de développement (CDC), les chefs fokontany et les représentants des fokonolona de chaque hameau organisent un atelier de travail consacré à la planification des actions. Il s'agit d'une séance de réflexion et d'étude sur les moyens techniques et les ressources financières et humaines nécessaires ainsi que le calendrier des activités.

Dans cet atelier, les responsables étudient la faisabilité du projet au vu de la capacité financière et des moyens disponibles. Conséquemment à la faiblesse de cette commune sur le plan financier, une journée de collecte de fonds est organisée annuellement. Cette opération est destinée à recevoir des dons en nature ou en espèce consentis par tous les membres de la population locale mais aussi et surtout par les natifs résidents ailleurs.

c- Mise en œuvre

C'est une phase de démarrage de la réalisation. L'objectif étant de réaliser les activités prédéterminées dans le plan d'action.

La mise en œuvre ou la réalisation des activités prévues dans le plan est une étape décisive, garante de la réussite du plan. Dans cette étape, les gens sont appelés à prendre la part de leur responsabilité dans l'exécution des tâches prévues dans le cadre des activités visant à atteindre l'objectif commun. La participation des acteurs pourrait être des apports en nature ou en

espèce mais également en journées de travaux de mains d'œuvre. Les acteurs pourraient être aussi appelés à fournir des matériels de travail ou de transports

En nous référant au tableau montrant les apports de la population lors de la réalisation du projet de construction d'un bâtiment scolaire pour le CEG, nous pouvons constater que la prise de responsabilité de la population est effective. En outre, le sondage effectué nous a montré que 29 personnes sur les 40 enquêtées ont participé financièrement à cette réalisation. 32 autres ont effectué des journées de travaux manuels. Et enfin, 16 personnes ont contribué à l'apport de matériels. Ces chiffres nous indiquent clairement que la population est intégrée au processus de développement.

d- Suivi-évaluation

Il s'effectue tout au long de l'activité. L'objectif étant de comparer chaque étape accomplie aux dispositions du plan d'exécution et de contrôler la gestion du projet. Cette opération consiste à mesurer la réalisation par rapport à l'objectif final du projet.

Le suivi et le contrôle du déroulement de chaque activité est l'affaire de chaque membre de la population mais pas seulement les dirigeants. Chacun a le droit de regard dans le registre de collecte de fonds. De même chaque citoyen a le droit d'exprimer ses critiques vis-à-vis de la gestion d'un projet. Cette pratique consiste à assurer la transparence de la gestion de fonds et la bonne gouvernance au niveau de la commune. Elle est également garante de la confiance qui devrait exister entre population et dirigeants.

Dans cette commune, tous les acteurs sont sollicités à participer au suivi-évaluation des activités selon les appels solennels des dirigeants. A chaque étape de la réalisation d'un projet, les responsables ne manquent jamais de convoquer une réunion consacrée à l'évaluation.

e- Maîtrise locale

C'est la réalisation de l'objectif ou objet final du développement participatif

Dans un projet favorisant la participation active des acteurs locaux, chacun est invité à prendre sa part de responsabilité dans toutes les phases de décisions et de réalisation. Il faut appliquer le principe de participation réellement active mais non la participation passive et manipulée.

2- Implication de la population

En matière de développement participatif, la population est impliquée dans le processus dès la conception du plan jusqu'à sa réalisation définitive. La population est naturellement l'acteur du développement.

Le type de développement participatif a été appliqué par la commune rurale d'Ambohibao sud. C'est ainsi qu'elle est parvenue à construire des infrastructures scolaires, à faire des adductions d'eau potable, à électrifier quelques fokontany et à réhabiliter son CSBII...malgré la faiblesse de son propre budget.

A titre d'exemple, l'électrification du fokontany Moramena a nécessité un financement considérable. C'est la collaboration de la population locale avec les natifs en dispersion dits « *zanaka am-pielezana* » qui a permis à cette localité de rassembler les 4.600.000 Ar, fonds nécessaire pour la réalisation de l'électrification. Les « *zanaka am-pielezana* » ont fourni les 2.600.000 Ar de ce fonds soit plus de sa moitié. La population locale n'a pas pu réunir que les 2.000.000 Ar restant. Néanmoins, chaque ménage a dû débourser 50.000 Ar.

Cet exemple nous montre l'implication effective de la population au développement de sa localité, mais également le sens de responsabilité qui anime chaque membre.

3- La population : acteur ou bénéficiaire

Il existe deux types de participation :

- La participation passive et manipulée :

Dans ce genre de participation, les acteurs réalisent des tâches imposées par les dirigeants. Ils ne participent pas ni à la conception, ni à l'élaboration du plan de développement. Donc, il n'y a eu aucune considération des aspirations de la population. Voici quelques exemples de participation passive :

La participation information : Les gens sont simplement informés de ce qui a été décidé et planifié par les autorités locales ou autres organismes étrangers.

La participation consultation : Les gens participent en répondant à une série de questions à titre de sondage d'opinion, tandis que la prise de décision et la détermination du plan restent aux dirigeants.

- La participation active :

Dans ce type de participation, la population locale est considérée comme acteur à part entière. Tous les membres en âge majeur sont appelés à prendre des décisions, à délibérer et à participer à toutes les activités entrant dans le cadre du développement. La prise de responsabilité de tous les acteurs est de mise depuis le début du processus de développement et jusqu'à la réalisation finale des activités planifiées. Les acteurs sont donc l'initiateur des projets mais également bénéficiaires et gardiens des acquis.

La participation des acteurs à la prise de décision est considérée comme une condition primordiale à la participation active. Ces acteurs participent à l'identification des problèmes, à la recherche des solutions qui s'imposent mais également au suivi et évaluation de toutes les activités.

Le processus de développement par la participation active de la population locale considère la population comme à la fois, décideurs, acteurs, bénéficiaires et conservateurs des acquis. Il revient aux autorités et aux animateurs villageois de sensibiliser, de mobiliser les acteurs mais également d'organiser au mieux toutes les activités. La présence des acteurs locaux à toutes les étapes de réalisation et la bonne volonté des dirigeants sont essentielles. Toutefois, ces

conditions ne seraient pas possible sans la cohésion et la solidarité sincère de ces entités. Cette cohésion serait obtenue si les projets communaux répondent réellement aux attentes et aux aspirations de la population. En effet, la population est naturellement motivée dans la mesure où les projets à réaliser servent leurs intérêts.

Il est donc essentielle que l'élaboration du plan de développement soit effectuée avec la collaboration saine de toute la population locale et de tous les acteurs confondus afin d'assurer la réussite de toutes les initiatives.

4- Tendance à la participation passive

La participation passive et manipulée caractérise le courant systémique en termes de développement participatif. Contrairement au processus cadré par le courant solidaire favorisant la responsabilisation de la population-bénéficiaire dans toutes les phases de réalisation et de prise de décisions, le courant systémique réduit le rôle de la population locale en simple exécutants de tâches imposées. Le courant systémique est une démarche caractérisée par la réalisation de projets conçus, planifiés et imposés par une minorité de personnes. Les intérêts et les aspirations de la population n'ont pas été pris en considération.

Il faut dire que cette démarche descendante n'est pas la meilleure pour développer une localité. Il est préférable d'adopter la dynamique endogène et ascendante. Cette démarche que nous qualifions ascendante favorise la dynamique sociale interne et la volonté commune. Ces deux conditions permettent aux ruraux de travailler ensemble au profit du développement de leur société. C'est une démarche souple et progressive qui mènerait à la démocratie locale. Cette démocratie implique la participation de tous les membres au développement.

Cette démarche ascendante est illustrée par le passage tiré du livre de Paul Houée intitulé : « Les politiques de développement ». Selon cet auteur, « *les initiatives, ..., qu'ils entreprennent, s'articulent peu à peu en un projet qui n'est plus le rattrapage ou le copiage d'un modèle imposé, mais l'embauche d'un autre développement enraciné dans la culture stimulée par l'ouverture à la modernité* » page 215.

L'évaluation de la tendance est obtenue entre « **besoins-réalisation** » d'une part, et « **conception-aspiration** » d'autre part. Ce qui nous amène à parler les points suivants.

a- Les besoins locaux :

Les habitants de la commune sont en majeur partie des cultivateurs. Nous avons pu constater que ces paysans sont fortement conservateurs en matière de tradition. Malgré de longues années de sensibilisation faite par les vulgarisateurs et techniciens agricoles du ministère, seulement quelques paysans ont adopté la technique rénovée de production, par exemple, la pratique de la SRI dans le domaine rizicole. Conséquemment à ce mode traditionnel encore en usage, la production globale des paysans ne couvre chaque année qu'une infime partie des besoins de la population surtout en termes de vivre. L'insuffisance alimentaire existe encore dans cette commune. A l'état actuel de son mode de production, Ambohibao est encore dans le groupe des communes importatrices mais nous exportatrices de besoins alimentaires.

Le défit des dirigeants de la commune devrait donc être dans l'avenir de faire passer cette localité de l'économie de subsistance à l'économie de marché. Les autorités locales devraient concevoir, adopter et appliquer une politique claire et efficace de développement. Pour ce faire, elles devraient encourager la création d'associations et de coopératives paysannes. Dans le même ordre d'idée, elles devraient recenser toutes les productions faisables dans la région. Parallèlement à l'introduction de ces nouvelles activités possibles, des efforts considérables et continus devraient être fournis pour soutenir les paysans dans l'amélioration technique de leur production. A titre d'exemple, nous pouvons citer l'amélioration de semence, l'utilisation d'engrais et de matériels modernes adéquats.

Le domaine agricole devrait être réellement la priorité des priorités dans la conception du plan de développement de la commune. La promotion du domaine agricole est la base du développement. C'est la première clé de l'amélioration du bien-être de la société et également le garant de la réussite de toute entreprise visant à développer la commune.

D'autres rôles des dirigeants sont également envisageables ; il s'agit de jouer le rôle de facilitateur dans l'accès des paysans au financement de leur projet mais aussi dans la sécurisation domaniale. Les paysans devraient être accompagnés pour trouver des partenaires mais aussi des débouchés pour écouler les produits. La sécurité devrait être assurée, c'est à dire que les personnes et leurs biens doivent être protégés contre les bandits et pilleurs. Encore, il faudrait enseigner aux paysans la gestion de leur entreprise et leurs produits. Ainsi, l'opération d'alphabetisation paysanne serait encore nécessaire.

Il faut noter que l'accès des paysans au système de partenariat avec des organismes, ONG et associations étrangers est essentiel. Egalement, la possibilité de financement garantie l'augmentation de la production. Il appartient aux dirigeants communaux d'accompagner les paysans dans leur démarche et aussi de veiller sur la sécurité en milieu rural.

b- Les réalisations :

Depuis sa création, la commune rurale d'Ambohibao sud s'est fixée comme priorité de son plan de développement l'amélioration et l'extension du domaine éducatif. Un budget considérable est consacré chaque année à ce secteur. La commune a eu pour objectif le développement de ce secteur sur le plan technique et également infrastructurel. Elle s'est engagée à payer des maîtres FRAM enseignant dans les établissements scolaires de tous les niveaux. Nous citons ci-dessous quelques exemples des réalisations de la commune :

- Construction d'un bâtiment nouveau à trois salles qui vient s'ajouter aux infrastructures de l'établissement du CEG.
- Réhabilitation de l'EPP.
- Fonds de fonctionnement et d'équipements pour le nouveau lycée.
- Paiement des maîtres FRAM.
- Motivation, sensibilisation et voyages d'études des élèves...

Si la population a souhaité voir le domaine agricole comme prioritaire dans le plan communal, les dirigeants ont par contre opté pour le domaine de l'éducation. Les dirigeants jugent que le renforcement de capacité des jeunes paysans est urgent. Pour cela, les enfants et les jeunes ruraux devraient être éduqués pour leur propre promotion. En passant, nous notons que la commune d'Ambohibao enregistre une forte proportion d'enfants et d'adolescents scolarisables : 57% de la population. La commune a une population jeune.

Actuellement, les dirigeants locaux sensibilisent les parents et les enseignants à lutter contre les abandons scolaires. Ils visent également à réduire l'exode rural surtout concernant les jeunes. Ces deux situations présentent un inconvénient majeur pour l'avenir de la commune. Dans un futur proche, la vision des dirigeants serait d'organiser pour les jeunes des formations techniques et professionnalisantes. Cette activité aurait pour but de former des jeunes responsables et capables qui seraient « acteurs et piliers de développement » de leur localité.

5- Les conditions de réussite :

a- La cohésion des acteurs de développement :

Dirigeants de la commune, animateurs villageois, paysans,... devraient avoir la même compréhension et la même vision des choses pour que les projets réussissent. Toute divergence de point de vue et désunion n'entraîneraient que l'échec dans toute initiative.

Malheureusement, la cohésion des acteurs de développement de la commune n'est pas effective. Il existe les problèmes de sectarisation liés à la différentiation de religion. Il y a aussi l'existence des castes différentes. La solidarité de tous les acteurs au processus de développement est affectée donc limitée.

Malgré ces remarques négatives, nous pouvons affirmer que la contribution de la population locale et des « *zanaka am-pielezana* » ou natifs en dispersion au processus de développement de la commune est considérable.

b- La volonté politique des dirigeants :

La mise en œuvre des axes stratégiques et la réussite des activités dépendent essentiellement de la disponibilité et de la volonté politique des dirigeants mais aussi et surtout de leur capacité d'écoute de la population. Le comportement de ces responsables joue un grand rôle dans la gestion des différentes activités. Les dirigeants ont donc besoin de l'appui technique des consultants, des ONG, des bureaux d'études et aussi d'autres conseillers.

Pour conclure, nous réaffirmons que la cohésion des acteurs et la volonté des dirigeants constituent les conditions majeures de réussite du processus de développement.

3. SUGGESTIONS PERSONNELLES :

1- Généralités sur la théorie du développement à Madagascar :

La mise en œuvre de la stratégie pour la réduction de la pauvreté adoptée par l'Etat malgache à travers l'éducation pour tous, le défi de l'évolution de la démocratisation du monde rural, nécessitent la professionnalisation des producteurs et exigent des ressources humaines prêtes pour les changements, c'est-à-dire la maîtrise et l'adoption des techniques modernes de production.

A travers la vision globale : « Madagascar naturellement », le ministère de l'agriculture, de l'élevage de la pêche en collaboration avec celui de l'environnement optent pour la mission principale qui est d'accélérer le développement rural en valorisant l'environnement tout en tenant compte également d'une croissance partagée pour tous les malgaches.

A cette fin, toutes les sociétés rurales doivent passer de l'économie de subsistance à l'économie de marché en utilisant leurs ressources naturelles respectives tout en préservant l'environnement. L'augmentation de la productivité nécessite la formation des jeunes ruraux, des producteurs et des techniciens agricoles. Dans cet ordre d'idée, la commune rurale d'Ambohibao sud envisage d'organiser de formations professionnalisantes destinées principalement aux jeunes.

2- Approche appropriée pour le développement du monde rural :

a- Valorisation du monde rural :

La valorisation du monde rural est primordiale pour accélérer le développement à Madagascar. Elle nécessite la participation de tous les acteurs locaux. Il faut prendre en considération les aspirations de la masse lors des études préliminaires par le biais du diagnostic participatif. L'élaboration du plan devrait être une action concertée. Par ailleurs, il faudrait favoriser la participation massive à la réalisation de toutes les activités.

L'Etat central devrait résoudre le problème de déficit budgétaire de certaines communes, dont Ambohibao sud. Cette situation a été engendrée par la subvention sélective et discriminatoire décidée par le ministère chargé de la décentralisation.

La restauration du « fonds régional du développement agricole » qui pour le moment est suspendu serait bénéfique pour les communes rurales. Ce fonds a été destiné à l'appui des

ONG, des associations locales mais également des communes pour la réalisation du plan d'activité annuel.

Tous les projets communautaires en milieu rural doivent être conçus et élaborés en concert avec les concernés. Leurs aspirations devraient être considérées. Les problèmes seraient inventoriés et débattus afin de trouver les solutions qui s'imposent. Tous les acteurs devraient être sensibilisés et appelés à contribuer d'une manière directe à l'élaboration du plan et à la réalisation de toutes les activités entrant dans le cadre du processus de développement. Tous ces acteurs prendront part également au processus de suivi et d'évaluation des travaux. En d'autres termes, il s'agit de promouvoir la maîtrise locale.

La suggestion est donc l'application du développement participatif que nous pourrons qualifié comme démocratique. Il s'agit du libre choix de son chemin menant au développement par le peuple lui-même.

b- Le renforcement de la cohésion des acteurs locaux :

On a déjà évoqué que la cohésion des acteurs du développement et la volonté des dirigeants sont des conditions essentielles d'avènement du progrès

Ainsi le renforcement de capacité des acteurs et également le raffermissement de la relation entre les acteurs d'une part, et les acteurs-dirigeants d'autre part, seraient primordiaux.

Le renforcement de la relation entre les dirigeants, la population, les natifs en dispersion, les compradores locaux et les autres partenaires possibles seraient de grande valeur. Si cela est réalisé, le budget de la commune en bénéficiera de beaucoup. Le déficit budgétaire de la commune serait réduit. Il faut unir la force pour aboutir à la maîtrise locale caractérisée par le processus d'auto-développement qui est l'objectif final du développement participatif.

Les dirigeants communaux devraient créer les conditions favorables aux investissements que pourraient apporter les riches locaux mais aussi les investisseurs étrangers qui veulent travailler dans la localité.

CONCLUSION

Le développement de la commune rurale d'Ambohibao sud dépend largement de son organisation interne et de l'effectivité de la participation de tous les acteurs locaux à toutes les étapes du processus.

Vu la faiblesse des recettes réalisées provenant des impôts, des recettes fiscales et non fiscales, cette commune connaît des problèmes liés au déficit budgétaire. Son budget de fonctionnement est moindre. Pour la création des infrastructures nécessaires, elle ne dispose pas du financement qui s'impose. Ce n'est donc que grâce à la subvention de l'Etat et à l'appui des partenaires à l'instar des natifs en dispersion ainsi que des apports des acteurs locaux que la commune arrive à survivre et à réaliser tant bien que mal les projets identifiés dans son plan de développement.

Chaque année, la Commune d'Ambohibao sud organise une journée de collecte de fonds au cours de laquelle la population et les natifs en dispersion apportent leur don. Les produits de cette collecte solutionnent positivement le problème financier de la commune.

A chaque occasion, la commune d'Ambohibao sud fait appel au concours des « *zanaka am-pielezana* » et du comité de développement ou CDC qui est également animé par ces natifs résidant ailleurs. Sans l'aide et l'appui de ces entités, elle ne pourrait pas atteindre son objectif. Le soutien assuré par ce type d'acteurs est donc vital pour la commune. Cette entité est qualifiée d'endogène au sein du CDC mais d'exogène en tant que résidant en dehors de la commune. On estime ainsi que le développement basé sur la participation des acteurs locaux est fondé sur la solidarité et la collaboration entre ces acteurs.

Nous référant à cette étude, nous estimons que les « *zanaka am-pielezana* » sont des partenaires possibles et mobilisables au processus de développement d'une Commune Rurale. Leur contribution favorise la sensibilisation, la mobilisation et la responsabilisation des acteurs locaux. La réussite de la commune d'Ambohibao sud qui a fait l'expérience sur l'application de ce type de développement nous a amené à choisir le thème : « Développement et participation locale ».

Par cette recherche effectuée au niveau de la Commune Rurale d'Ambohibao sud, deux des hypothèses posées sont justifiées. Il s'agit de la participation directe des acteurs locaux à la réalisation du plan de développement et de l'aboutissement à un certain niveau

d'auto-développement. Quant-à la participation directe de la population à l'identification des projets communaux, notre analyse nous a permis de dire que les aspirations locales ne sont pas vraiment prises en compte. La participation de la population reste seulement au niveau de l'exécution.

Mais malgré nos efforts entretenus tout au long de notre étude, on a encore rencontré des points qui restent pour le moment difficiles à expliquer. Il s'agit des problèmes liés au système de caste et au conflit religieux. Toutes fois, cette étude considère ces deux points comme des blocages dans la réussite des actions collectives entretenues. Cette constatation nous amène à poser la question sur les rôles des cultures ancestrales et ceux de la religion dans le processus de développement d'une société donnée. Autrement dit, sont-elles vraiment des blocages ou au contraire, des avantages pour le processus ?

Cette question reste un sujet à débattre et mérite une analyse approfondie et plus audacieuse.

BIBLIOGRAPHIE

❖ OUVRAGES GENERAUX :

- 1-BEAUD (S) et WEBER (F) « *Guide de l'enquête de terrain* », édition La Découverte, 1997
- 2-CAMPENHOUDT (V) et QIVY LUC (R) « *Manuel de recherche en sciences sociales* », édition Dumas, 1991
- 3-DURKHEIM (E) « *les règles de la méthode sociologique* », 13^e édition, PUF, 1956
- 4- GRAWITZ (M) « *Méthodes des sciences sociales* », II^o édition, édition Dalloz, Paris, 2001
- 5- MAUSS (M) « *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* », édition PUF, Paris, 1950.
- 6-MENDERAS (H) « *Eléments de la sociologie* », édition Armand Colin, 1967
- 7-MENDERAS (H) et FORSE (M) « *Le changement social, Tendance et Paradigme* », édition Armand Colin, 1991
- 8-OLIVIER DE SARDAN (J.P) « *L'enquête socio-anthropologique de terrain, Synthèse méthodologique et recommandation à usage des étudiants* », collection études et travaux n°13, 2003
- 9-ROCHER (G) « *changement social* » in introduction à la sociologie générale, tome 3, édition HMH, 1968
- 10-ROCHER (G), « *Talcott Parson et la sociologie américaine* », Collection SUP, le sociologue, n°29, édition PUF, 1972
- 11-RONGER (P) « *Méthodes des sciences sociales* », 3^o édition, édition Boisseau, 1978

❖ OUVRAGES SPECIFIQUES :

- 12-ANCEY (G) « *Développement rural et politique de développement, évaluation du développement rural* », édition Paris (Coopération et développement), 1932
- 13-BETEILLE (R) « *La crise rurale* », édition PUF, Paris, 1994
- 14- FANIRIARIJAONA (D.F) « *Développement rural : cas du quartier Ampefiloha dans la commune rurale de Tanjombato* », Rapport de stage en 2^o année, 2010

15-FAUROUX (E) « *Comprendre une société rurale, une méthode d'enquête socio-anthropologique appliquée à l'ouest malgache* » collection études et travaux, édition du Gret, 2003

16-GUENEAU (M) et LECOMTE (B) « *Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide* », édition L'Harmattan, 1998

17-HOUÉE (P) « *Les étapes du développement rural* », les éditions ouvrières, Paris, 1972

18-HOUÉE (P) « *Politique de développement* », les éditions ouvrières, Paris, 1980

19-PETITEVILLE(F) « *La coopération décentralisée, les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud* », édition l'Harmattan, 1995

20-RAKOTOSOA RASOLO (D.H) « *Zanaka am-pielezana et développement rural, cas de la commune rurale d'Ambohibao sud* » Mémoire de licence, département sociologie, 2010

21-RAZAFITSALAMA (A) « *Ny finoana sy ny fomba Malagasy* » édition s^t Paul, 1998

22-TULARD (M.J) « *La coopération décentralisée* », édition LGDJ, 2006

❖ AUTRES DOCUMENTS :

23-DSRP : Documents stratégiques de réduction de la pauvreté, 2007

24-MAP : Madagascar action plan. Engagement 4 portant sur le développement rural.

25-PADR : Plan d'action pour le développement rural, 2007

26-PCD : Plan communal de développement. Commune rurale d'Ambohibao sud, 2008

WEBOGRAPHIE

- <http://www.imf.org>

« Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté ». F.M.I, Septembre 2012

- <http://www.gov.mg/lpdr>

« Lettre de politique de développement rural ». M.A.E.P, Septembre 2004

- <http://www.fao.org>

« Contexte et conditions du développement participatif ». F.A.O, 2009

- <http://www.lagazette.dgi.com>

Budget participatif communautaire : « Outiler les acteurs de développement » La gazette de la grande île -08 Juin 2012

- <http://books.google.mg>

Promouvoir la maîtrise locale et régionale du développement : « Une démarche participative du développement à Madagascar » -Séminaire du centre de développement : Philippe de Rham et Bernard Lecomte, 2008

- <http://genre.francophonie.org>

Comité québécois femmes et développement : « Trousse de formation Genre et développement ». C.Q.F.D, 2004

- <http://books.google.com>

« La logique de l'action collective ». Olson (M), 1965

- <http://books.google.com>

« Décentralisation : Une utopie nécessaire ». Jacques Morisset, 2009

« Décentralisation : Une utopie nécessaire ». Treisman (D.M), 2010

- <http://books.google.mg>

« Vers une éco-développement participatif ». Gregori Lazarev, 1993

- <http://books.google.mg>

« Mettre en œuvre le développement participatif ». Hartmut (S) et Libercier (M.H), 1995

- <http://www.afd.fr>

« Le développement local et la Décentralisation. Le développement des territoires ruraux ». A.F.D, Janvier 2011

- <http://www.allafrica.com>

« Budget participatif : Quand la population connaît la destination de son argent ». Razafindramiadana (L), Mars 2010

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
Première partie -PRESENTATION DES OUTILS ET DU TERRAIN	5
1-CADRE THEORIQUE	5
1- Définition des concepts	7
2- Les techniques d'enquêtes	7
2-MONOGRAPHIE DU TERRAIN	9
1- Situation administrative	9
2- Les ressources de la commune	11
Deuxième partie - RESULTATS DE RECHERCHE	23
1-CONSIDERATIONS PREALABLES	23
1- Elaboration du PCD	23
2- les priorisations et axes stratégiques	25
3- Relation de la commune avec les acteurs locaux	28
2-PRESENTATION DE DONNEES	31
1- Présentation des échantillons	31
2- Collecte d'opinions	34
Troisième partie - ANALYSES ET INTERPRETATIONS	43
1-SOLIDARITE ET PARTICIPATION DES ACTEURS LOCAUX	43
1- Manifestation	43
2- Les problèmes liés à la solidarité	53
2-ASPIRATIONS LOCALES ET CONCEPTION DES PROJETS COMMUNAUX	57
1- Conception des projets	57
2- Implication de la population	60
3- La population : acteur ou bénéficiaire	61
4- Tendance à la participation passive	62
5- Les conditions de réussite	65
3-SUGGESTIONS PERSONNELLES	66
1- Généralités sur la théorie de développement à Madagascar	66
2- Approche appropriée pour le développement du monde rural	66
CONCLUSION	68
Bibliographie	70
Webographie	72
Table des matières	73

Annexes

Annexe I

QUESTIONNAIRE :

1- Renseignements généraux :

1..Sexe/

2..Age/

3..Activité/

4..Niveau d'instruction/

5..Situation familiale/

2- Perception de l'enquêté :

6..Est-ce que vous participez aux assemblées générales ?

OUI-NON, Pourquoi ?

7..Et aux travaux communautaires ?

OUI-NON, Pourquoi ?

8..Est-ce que vous prenez de la parole lors des assemblées ?

Toujours-parfois-jamais, Pourquoi ?

9..Savez vous qu'il existe un « dina » pour les absences ?

OUI-NON

10..Le « dina » est-il nécessaire ?

OUI-NON

11..Personnellement, il sert à quoi pour vous ?

12..Avez-vous voté « pour » lors de l'instauration de ce « dina » au niveau de votre fokotany ?

13..Que pouvez-vous nous dire concernant le développement de votre localité ?

14..Selon vous, les ressources propres de votre localité suffisent-elles pour lui développer ?

15..La population participe-t-elle au processus ?

OUI-ACTIVEMENT-NON

16..Selon vous, La participation active de la population est-elle avantageuse pour développer une localité ?

17..Vous, personnellement, quels étaient vos apports ?
Financièrement/Matériellement/Physiquement

18..D'après vous, le développement de votre commune est-il possible sans la participation effective de la population ?

OUI-NON, Pourquoi ?

19..Selon vous, les aides des « zanaka am-pielezana » sont-elles indispensables ?

OUI-NON, Pourquoi ?

20. .Est-ce que vous participez aux suivi-évaluation ?

OUI-NON, Pourquoi ?

20..Et à la gestion des fonds ?

OUI-NON, Pourquoi ?

21..Pouvez vous nous donner un exemple précis ?

22..Quel secteur souhaitez-vous vraiment à être priorisé ? Education-Agriculture-Santé?

Pourquoi ?

23..Est-ce que vous pratiquez encore du « valin-tanana » ?

Pourquoi ?

24..Dans quelle activité précisément ?

25..Quels sont vos avantages en le pratiquant ?

26..Avez-vous des suggestions concernant tout ce qu'on vient de parler ?

Annexe II

GUIDES D'ENTRETIEN :

Auprès des responsables communaux :

- Présentation
- Explication du sujet de recherche
- La commune favorise-t-elle la participation locale pour son développement ?
- Rôles de la commune dans ce processus ?
- Rôles de la population ?
- Rôles des natifs en dispersion ?
- Rôles du secteur privé ?
- Dans l'élaboration des projets communaux :
 - Quels sont les décideurs ?
 - Quant est-il de l'aspiration de la population ?
 - Les représentants directs de la masse dans des réunions décisives ?

Auprès des natifs en dispersion :

- Présentation
- Explication du sujet de recherche
- Relation de l'association avec la commune ?
- Relation de l'association avec les fokontany ?
- Relation directe des membres avec la population locale ?
- La place des natifs en dispersion dans le processus de développement de leur lieu d'origine ?
 - Dans l'élaboration des projets ?
 - Dans la mise en œuvre ?
 - Dans la recherche de financement ?
 - Dans la sensibilisation de la population locale ?

Auprès des Chefs fokontany :

- Présentation
- Explication du sujet de recherche
- Relation du fokontany avec la commune ?
- Relation du fokontany avec l'association des natifs en dispersion ?
- Participation de la population aux : Assemblées générales et aux travaux communautaires ?
- Application du « dina » ?
- Rôles du fokontany dans processus participatif en termes de développement communal ?

Annexe III

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau-1 : la répartition par âge, par sexe et par fokontany des habitants de la commune. P-10

Tableau-2 : la répartition spatiale des habitants. P-11

Tableau-3 : la superficie des sols occupés. P-13

Tableau-4 : les associations paysannes. P-14

Tableau-5 : la répartition des établissements scolaires de la commune. P-16

Tableau-6 : les idées de projets communaux. P-23

Tableau-7 : les axes stratégiques de la commune. P-26

Tableau-8 : la répartition des échantillons selon l'âge et le sexe. P-30

Tableau-9 : la répartition des échantillons selon leurs activités. P-31

Tableau-10 : la répartition des échantillons selon leur niveau d'étude. P-32

Tableau-11 : les apports de la population. P-34

Tableau-12 : la pratique du « valin-tanana » ou entre-aide. P-35

Tableau-13 : le taux de participation aux assemblées générales et aux travaux communautaires. P-36

Tableau-14 : la participation des « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion au développement communal(2010). P-37

Tableau-15 : la participation des « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion au développement communal(2011). P-38

Tableau-16 : la dépendance aux « zanaka am-pielezana » ou natifs en dispersion. P-39

Tableau-17 : la priorisation selon les échantillons. P-40

Annexe IV

LISTE DES ABREVIATIONS :

- 1- CDC : Comité de Développement Communal
- 2- CEG : Collège d'Enseignement Général
- 3- CSB II : Centre de Santé de Base niveau II
- 4- EPP : Ecole Primaire Publique
- 5- EPC : Ecole Primaire Catholique
- 6- FDL : Fonds de Développement Local
- 7- FID : Fonds d'Intervention pour le Développement
- 8- FJKM : Fianganan'i Jesosy Kristy eto Madagasikara (Eglise de Jésus Christ à Madagascar)
- 9- FPVM : Fianganana Protestanta Vaovao eto Madagasikara (Nouvelle Eglise Protestante à Madagascar)
- 10- FRAM : Fikambanan'ny Ray Aman-dRenin'ny Mpianatra (Association des parents d'élèves)
- 11- PCD : Plan Communal de Développement
- 12- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- 13- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- 14- RIP : Route Interprovinciale
- 15- RN3 : Route Nationale numéro trois

CURRICULUM VITAE

Auteur : RAKOTOSOA RASOLO Dama Harison

Né le : 15 août 1989 à Ambohibao sud, Manjakandriana (116)

Adresse : lot IIG 23 GK Ambatomaro Antsobolo (101)

Tél : 033 06 594 23

E. mail : damaharison@gmail.com

Thème : « Développement et participation locale »

Cas de la Commune Rurale d'Ambohibao sud, District de Manjakandriana, Région d'Analambana.

Rubrique épistémologique : Sociologie du développement, Sociologie de la ruralité, Sociologie de l'organisation, Anthropologie culturelle.

Nombre de pages : 73

Nombre de références bibliographiques : 26

Nombre des annexes : 4

Nombre des tableaux : 17

RESUME

Il est difficile d'adopter une politique nationale spécialement fonctionnelle pour toute commune rurale. Toutefois, avec une bonne volonté des dirigeants communaux et de la solidarité des acteurs locaux, une commune rurale peut choisir un autre chemin tel que « l'auto-développement ». D'après ce travail de recherche effectué au niveau de la commune d'Ambohibao sud, les résultats nous indiquent qu'il est tout à fait possible d'adopter ce type de processus. Il suffit juste d'appuyer ensemble la conception d'une organisation interne favorisant la participation de tous les acteurs. En fait, la participation locale est conditionnée par la mobilisation, la solidarité et la prise de responsabilité de toute la population et des natifs en dispersion en même temps.

Mots clés : Monde rural, acteurs locaux, actions collectives, participation locale, auto-développement, organisation, changement social et cultures identitaires.

Rapporteur : Monsieur RABARISOLONIRINA Yves Lucien.